



LA MÉTÉO: PLUIE PASSAGÈRE, AVERSES DISPERSÉES.
VENTS MODÉRÉS. MAXIMUM: 12°.
DEMAIN: BEAU. DÉTAILS PAGE A 2

MTL: 735-3581 RIVE-SUD: 672-2720

35cents

Hors de la zone métropolitaine: 45 cents.
Ailleurs au Québec: 50 cents, Îles de La Madeleine: 90 cents

MONTREAL, MARDI 15 OCTOBRE 1985, 101^e ANNÉE, N° 352, 84 PAGES, 6 CAHIERS •

LE CAIRE EXIGE DES EXCUSES DE WASHINGTON POUR L'INTERCEPTION DU BOEING

La fuite d'Abou Abbas irrite les É.-U.

d'après Reuter, AFP et UPI

Le président égyptien Hosni Moubarak a sommé hier les États-Unis de présenter des excuses pour l'interception du Boeing 737 égyptien qui conduisait à Tunis les quatre auteurs du détournement du paquebot italien Achille Lauro.

Au Caire, M. Mourabak a déclaré:

« Je n'ai pas reçu les excuses appropriées. Tous les Égyptiens y ont droit. » Prié de se prononcer sur l'avenir des relations égypto-américaines, le président a simplement dit espérer que les nuages se dissiperaient et que l'on parviendrait à clarifier la situation.

Pour sa part, le gouvernement américain a réagi très vigoureusement à l'an-

nonce par l'OLP, dans la journée d'hier, du départ de Yougoslavie d'Abou Abbas, chef du Front de libération de la Palestine, mouvement qui avait revendiqué le détournement de l'Achille Lauro.

Un porte-parole du secrétariat d'État a souligné que la Maison-Blanche avait demandé à Belgrade de confirmer ou de

démentir cette nouvelle. « Nous serions évidemment très déçus d'apprendre qu'il a quitté la Yougoslavie », a-t-il dit. Washington avait demandé aux autorités yougoslaves de procéder à l'arrestation du chef du FLP dans l'attente d'une demande américaine d'extradition.

Hier soir, toutefois, le réseau de télévision ABC affirmait qu'Abou Abbas

avait bien quitté Belgrade et qu'après s'être rendu à Vienne, il était parti dans la soirée pour le Sud-Yemen.

Le correspondant d'ABC à Tunis se serait parvenu à joindre le Palestinien au téléphone alors qu'il se trouvait dans la capitale autrichienne, et celui-ci lui aurait déclaré à cette occasion qu'il était

voir FUIE en A 2

UNE RENCONTRE INOUBLIABLE AVEC LE PAPE



photo Armand Trotter, LA PRESSE

Le pape a rencontré la chanteuse Céline Dion pendant quelques instants dimanche. Elle lui a remis le disque d'or de sa chanson *Une colombe*. « Je ne peux expliquer tant d'émotion », a déclaré la jeune interprète à sa descente d'avion hier à Mirabel. Sa mère, son agent, un monseigneur et deux botanistes l'accompagnaient au cours de cette audience. Nos informations, page A 3.

DRUMMONDVILLE, France

Pierre Foglia

■ Ses vacances terminées, Pierre Foglia est en route pour Drummondville, ou plutôt Romilly-sur-Seine, dans le département de l'Aube, en Champagne. Pourquoi avoir choisi cette ville de la France « profonde » ? D'abord parce qu'il y a déjà vécu pendant 15 ans et ensuite parce que les touristes ignorent qu'il y a des centaines de « Drummondville » à découvrir en France...

page A 5

CE SOIR À MINUIT

Grève en vue chez Chrysler

d'après CP

TORONTO — « Je pense qu'il va falloir un miracle maintenant pour éviter la grève », a commenté hier le président des Travailleurs unis de l'automobile, Bob White, après le rejet des offres salariales de Chrysler Canada par les 10500 ouvriers et employés de ses usines de Windsor, Toronto et Ajax.

L'offre a été présentée par le troisième fabricant automobile du Canada hier matin, c'est-à-dire moins de 10 heures avant la date limite fixée pour le déclenchement de la grève, prévu pour minuit ce soir.

M. White a précisé qu'entre-temps, les négociateurs du syndicat refuseraient de discuter de toute autre question que celle d'une nouvelle offre monétaire.

Les employés de Chrysler Canada réclament la parité de salaire avec leurs collègues des usines de General Motors et Ford. Un ouvrier de Chrysler gagne actuellement \$13,63 l'heure, soit 55 cents de moins qu'un ouvrier de GM ou Ford.

M. White n'a pas caché sa déception de ce que la compagnie ait rejeté le principe de la parité. Il a rappelé que les salaires de Chrysler avaient accepté des concessions importantes, il y a

quelques années, pour éviter la faillite à la compagnie. « Maintenant qu'elle déclare des profits, elle donne des récompenses à ses cadres, mais non à ses ouvriers », a-t-il dit.

La semaine dernière, M. White avait prévenu la compagnie de déposer sa « dinde » (sa meilleure offre) sur la table de négociation avant le jour de l'Action de grâce si elle voulait éviter la grève.

Après avoir étudié cette offre, hier, il a conclu que ce n'était pas une dinde, mais plutôt « un vieux canard pourri ».

Toutefois, Bill Fisher, négociateur en chef de la compagnie, ne manifestait pas le même pessimisme hier, affirmant au contraire qu'il restait encore suffisamment de temps pour en arriver à une entente.

Entre-temps, les négociations portant sur le renouvellement du contrat de 70 000 ouvriers de Chrysler aux États-Unis progressaient très lentement hier, et là aussi, un arrêt de travail menaçait.

Une grève paralysait virtuellement les activités de Chrysler dans ses 56 usines des États-Unis et du Canada, à un moment où cette société automo-

voir CHRYSLER en A 2

AUJOURD'HUI

Les Dodgers et les Royals font face à l'élimination

Tabloïd Sports, pages 2 à 5

• PQ

Forts d'un sondage qui confirme la remontée de leur parti dans l'opinion publique, les militants du PQ se disent prêts à affronter des élections.

page A 4

• ALBERTA

L'ancien joueur de football Don Getty devient le nouveau leader du Parti progressiste-conservateur de l'Alberta et le 11^e premier ministre de cette province.

page A 9

• MAISONS

Le prix de vente moyen des maisons à Montréal a subi une hausse de 23,9 p. cent sur 1981, alors qu'à Vancouver, les maisons valent 27,3 p. cent de moins qu'il y a quatre ans.

page C 1

• ÉLECTRICITÉ

Hydro-Québec signe avec le New England Power Pool le plus important contrat de vente d'électricité de son histoire, qui lui rapportera, en dix ans, près de \$3 milliards US.

page C 1

• LA MODE

L'homme nouveau possède une maturité qui se reflète dans ses vêtements, moins étriqués, moins rigides et plus confortables qu'il ne les aimait jadis.

page D 1

• L'AUTOMOBILE

Conçue à l'intention des « yuppies », la Buick Somerset se veut une tentative de marier raffinement et performance qui a manqué son but.

page E 1

LONDRES: LA RÉVOLTE DES GHETTOS

Charles David

Tottenham, un baril de... frustration

de notre envoyé spécial à Londres

LONDRES — Il ne faudrait tout de même pas exagérer: Tottenham, d'accord, c'est pas Chelsea, ni Kensington (ces quartiers plus que huppés de Londres), mais ce n'est surtout pas Harlem.

Ici, la différence raciale n'a installé aucune barrière et aurait tendance à se confondre dans une vindicte contre la loi et ses représentants.

C'est avant tout une banlieue ouvrière où se côtoient gens d'ici et sujets britanniques venus d'ailleurs. Pour l'instant, ils s'efforcent de partager — plus ou moins équitablement — une vie extrêmement difficile.

Ce n'est pas la misère, mais on peut difficilement parler de prospérité. Dans ce coin de Londres, la philosophie économique de Mme Thatcher ne suscite pas un enthousiasme délimitant. L'aile gauche du Labour (le Parti travailliste) y assure ses plus belles récoltes.

Dans cette capitale anglaise où le coût de la vie est l'un des plus élevés au monde (un malheureux café coûte \$2,50, un billet simple course Tottenham-Piccadilly Circus, le centre des activités, revient à deux dollars), le contexte socio-économique ne véhicule pas une exaltation quotidienne. La frustration émerge sur-

tout des jeunes, frappés les premiers par le chômage (actuellement, on compte trois millions de chômeurs en Angleterre).

L'émeute de Tottenham aurait pu éclater n'importe où dans la région. Les scènes de violence, l'alcool et la drogue aidant, sont courantes le samedi soir dans ces banlieues. Mais ce n'est par hasard que l'émeute, la plus violente de ces dernières années en Angleterre, y a pris naissance.

C'est quoi, ce Broadwater Farm Estate? Un ensemble d'immeubles pas plus différent, pas plus délabré que les autres, sauf que l'environnement ne rappelle pas tout à fait St. James Park. Cannelles vides, papiers gras, graisseux agrémentent le décor, et la musique y est plus forte qu'ailleurs. Les ivrognes évitant bières et mauvais alcools ne dépareillent pas l'horizon.

Assez vaste ce complexe qui, au départ, devait avoir été programmé pour un meilleur avenir. Ce qu'il y a de particulier, c'est sa population. Au-delà de l'apparence du facteur racial qui sert de detonateur, il y a, avant tout, le baril de frustration.

Environ 2500 personnes y vivent, mais avec des caractéristiques plutôt extraordinaires si on les compare avec d'autres complexes im-

mobiliers de ce type. 50 p. cent des chefs de famille sont nés à l'extérieur de la Grande-Bretagne.

Si les Antillais (Jamaïque, Barbade... donc anciennes colonies britanniques) forment la plus large communauté, ils ne sont pas les seuls. On y rencontre des Chinois, des Cypriotes grecs, des Turcs, des Italiens, des Indous, bref Broadwater Farm Estate profile parfaitement ce que fut l'Empire britannique.

En revanche, cet ensemble de population se singularise sur un aspect assez précis. 50 p. cent de toutes les familles qui y vivent (Anglais d'origine y compris) sont monoparentales. Juste pour avoir une idée de comparaison, le taux national se situe autour de 10 p. cent.

Le côté chômage est plus éloquent. Tottenham compte actuellement plus de 10 000 chômeurs. À Broadwater Farm Estate, 60 p. cent des jeunes vivent en dehors de tout circuit de travail. Désœuvrés et frustrés, prêts à la violence, ils s'attirent forcément une attention un peu plus soutenue de la gent constabulaire. Aussi, les descentes de police, au moindre incident, risquent de mettre le feu aux poudres.

Alors, quand il y a bavure, comme dans le cas de Mme Jarrett, la violence reprend tous ses droits.

voir TOTTENHAM en A 2

HEUREUSEMENT QUE L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE EST LÀ POUR NOUS CONFIRMER QU'ON PEUT APPELER UN BLEUET "BLEUET". JE N'ÉTAIS PAS CE QU'ON AURAIT FAIT SANS C'T'OFFICE-LÀ. ... NON, C'EST VRAI!...



50\$ DE RABAIS

4 TÊTES

4 PROGRAMMES
105 CANAUX
TELECOMMANDE SANS FIL
PRIX RÉGULIER: 649\$

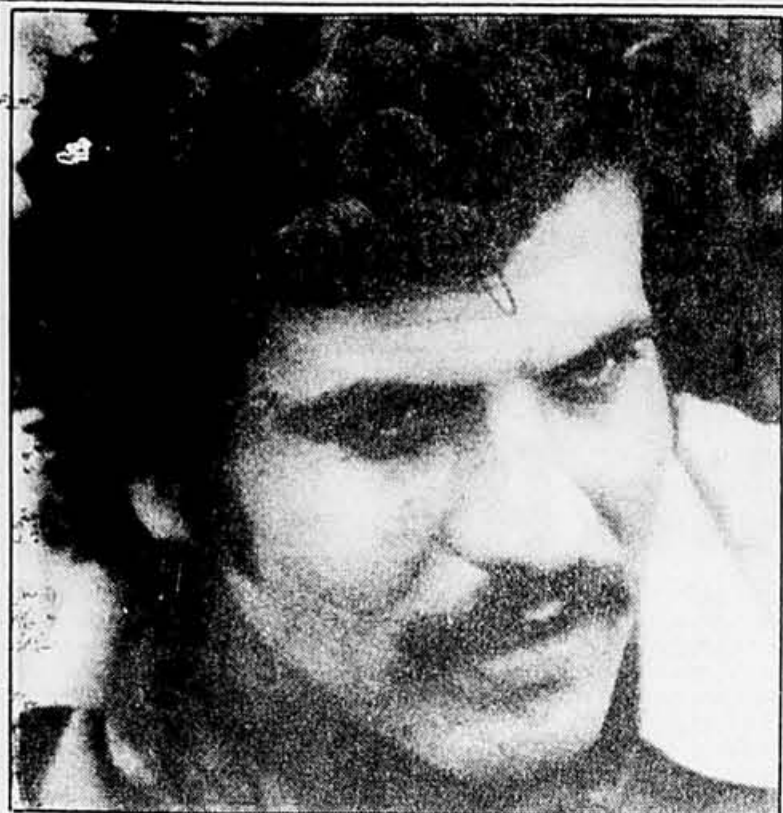
SPÉCIAL 599\$

le petit magasin au grand, grand, choix!

Dumoulin
8390 ST-HUBERT — 388-4636 / 4777

À UN PAS DU MÉTRO CREMAZIE
À UNE RUE DE MÉTROPOLITAIN

SPEC



Abou Abbas, le cerveau du détournement du paquebot.

FUITE

SUITE DE LA PAGE A 1

prêt à se rendre aux États-Unis pour s'expliquer si le président Reagan garantissait sa sécurité.

M. Abbas se trouvait à bord du Boeing que la chasse américaine avait forcé, jeudi dernier, à se poser sur la base de l'Otan de Sigonella, en Sicile. Il était toutefois muni d'un passeport diplomatique, ce qui avait amené les autorités italiennes à le laisser poursuivre sa route vers Belgrade, provoquant ainsi la colère de Washington.

De son côté, le mouvement palestinien dirigé par Abou Abbas, que Washington accuse d'avoir été le cerveau du détournement du paquebot, a reconnu hier, pour la première fois, avoir organisé l'opération.

Dans un communiqué publié à Tunis, le FLP a souligné que l'objectif de l'opération n'était pas le navire lui-même, mais une attaque-suicide contre la base militaire située dans le port israélien d'Ashdod, où le paquebot devait faire escale. C'est lorsque la présence de leurs armes à bord a été découverte, précise-t-on, que les quatre hommes ont été obligés de prendre le contrôle du paquebot.

M. Khaled Al-Hassan, un proche collaborateur du chef de l'OLP Yasser Arafat, a fait savoir que des mesures disciplinaires allaient être prises contre le FLP, en ajoutant: « Si j'étais Abou Abbas, je ne reviendrais pas à Tunis. »

Dans un commentaire sur le FLP, maintenant scindé en trois factions basées en Syrie, en Libye et en Tunisie, M. Hassan a souligné qu'elles ne représentaient pas le courant principal de l'OLP: « En tout, ils n'ont pas cent personnes », a-t-il dit.

Il a ajouté toutefois que le détournement devait être placé dans le contexte politique actuel, notant qu'il avait été commis une semaine après le raid israélien contre le quartier général de l'OLP, à Tunis, attaque qui, a-t-il dit, avait reçu l'approbation de Washington. « Vous devez comprendre le genre de frustrations qui assaillent notre peuple », a conclu M. Hassan.

Quant à l'Italie, placée sur la sellette pour avoir laissé partir Abou Abbas, sa crédibilité est désormais mise en jeu après les dures accusations formulées par Washington, qui posent, en fait, la question de savoir si l'on peut faire confiance à ce pays dans la

lutte contre le terrorisme international.

Le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, a toutefois soutenu que les décisions prises par son gouvernement tout au long de cette affaire s'avèreraient « justes et sages » dès que tous les faits seront connus et qu'ils auront été examinés « avec objectivité et sérénité ».

Entre-temps, les quatre membres du commando, qui ont été inculpés samedi dernier par les autorités italiennes d'homicide volontaire, détournement de navire, prise d'otages, détention d'explosifs et port illégal d'armes, ont nié avoir assassiné le passager américain Leon Klinghoffer, qui, selon eux, a été victime d'une crise cardiaque peu après le détournement du navire. Ils ont précisé que M. Klinghoffer avait alors été transporté à l'infirmerie de bord, ajoutant qu'ils ignoraient ce qui s'était produit ensuite, qui l'avait fait disparaître et comment il avait disparu.

Cette version a été démentie toutefois par M. Stanley Kubacki, un juge américain qui se trouvait au nombre des passagers et qui a précisé que M. Klinghoffer avait été abattu par deux des pirates.

« Le barman nous a dit qu'il avait accidentellement assisté à l'exécution de M. Klinghoffer », a déclaré M. Kubacki, en précisant que le témoin, dont il a dit ignorer le nom, avait affirmé avoir vu l'un des pirates tirer une balle dans la poitrine de la victime et l'autre une balle dans sa tête.

M. Kubacki a souligné qu'il avait fait un récit complet de cette exécution aux autorités égyptiennes douze heures avant que celles-ci ne remettent un sauf-conduit aux quatre pirates pour leur permettre de quitter l'Égypte.

On apprend enfin que les autorités syriennes auraient découvert hier le corps d'un homme âgé qui avait été rejeté par la mer près du port de Tartous, au large duquel avait mouillé l'Achille Lauro, et qui pourrait être celui de M. Klinghoffer.

À Washington, un porte-parole du secrétariat d'État a indiqué que les autorités syriennes s'efforçaient actuellement de déterminer l'identité du corps, ainsi que les causes du décès. La Syrie aurait fait part de son intention de remettre le corps aux autorités américaines s'il s'avérait être celui du passager américain de 69 ans disparu lors du détournement du paquebot.

vaillistes au conseil municipal — a accepté de condamner tous les actes de violence, la résolution travailliste réaffirme la « démarche raciste » de la police et le refus catégorique de permettre aux forces policières d'utiliser des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes. Affaire à suivre.

duellement une part accrue du marché nord-américain des voitures et des camions. Chrysler a réalisé des bénéfices nets de \$1,1 milliard au premier semestre de 1985.

TOTTENHAM

SUITE DE LA PAGE A 1

Pour l'instant, on a l'impression, à Tottenham — et la mort du policier y est pour beaucoup — que, de chaque côté, on veut bloquer l'irréparable. Si Bernie Grant — le chef de file des tra-

CHRYSLER

SUITE DE LA PAGE A 1

ble enregistre d'importants profits, après s'être accaparée gra-

Un violent tremblement de terre frappe l'URSS

■ MOSCOU (AP) — Un violent tremblement de terre a frappé hier soir la république soviétique du Tadjikistan, en Asie centrale, détruisant des usines et des habitations et faisant un nombre de victimes indéterminé, a annoncé la presse soviétique.

Selon l'agence Tass, la secousse tellurique a atteint une intensité de 8 sur l'échelle soviétique qui en compte 12. L'épicentre du séisme a été localisé à 230 kilomètres au nord-est de la capitale tadjike de Douchanbe.

L'agence Tass a parlé de « pertes en vies humaines », sans toutefois préciser le nombre de morts et de blessés. Selon les Izvestia, le journal du gouverne-

ment, sept violentes secousses ont été ressenties dimanche à partir de 22h locale à Leninabad (139 000 habitants) et plusieurs autres grandes villes du Tadjikistan.

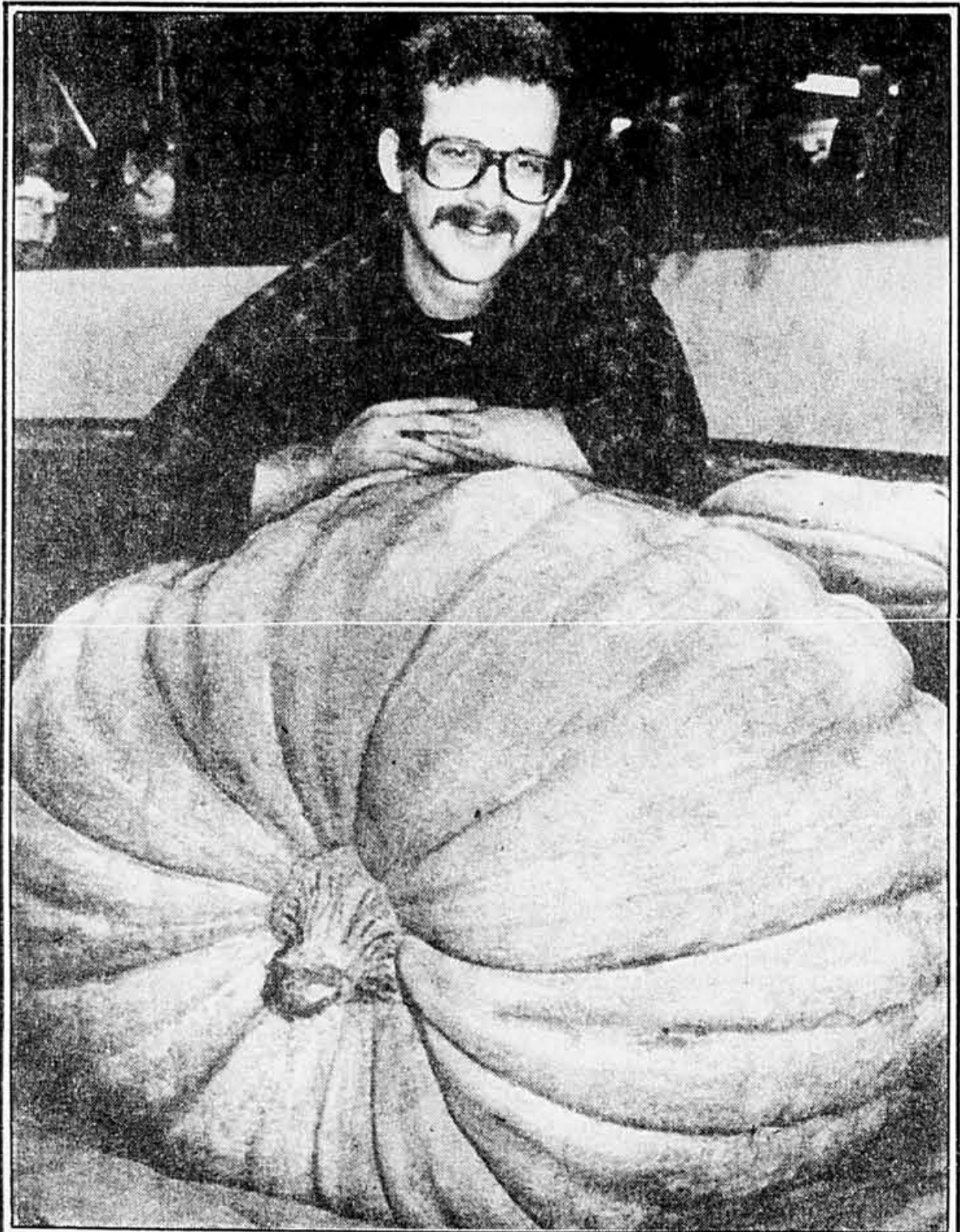
À Moscou, les journaux télévisés ont montré hier soir des sauveteurs en train de dégager les décombres d'une usine de tapis de Leninabad. On pouvait voir notamment les secouristes distribuer de la nourriture, des tentes et des couvertures aux sans-abri.

La région du Tadjikistan est peuplée de plus d'un million d'habitants. De puissantes centrales hydro-électriques fonctionnent dans la région, mais la presse

soviétique n'a pas fait état d'une quelconque rupture de barrage.

Selon Tass, le séisme a détruit des usines et des bureaux, ainsi que des édifices publics dans la région de Leninabad et de Kairakum ».

Près de 17 heures ont séparé le tremblement de terre de son annonce à Moscou. Selon un opérateur des communications, les lignes de téléphone et des câbles de haute tension ont été coupés lors du séisme. Les Izvestia ont par ailleurs affirmé qu'un hôpital de Gafurov, dans la région, s'était effondré. Le quotidien précise que les occupants de l'hôpital ont pu être évacués avant le désastre.



laserphoto CP

Une affaire sérieuse...

Michael Hodgson, un mineur de sel de River Philip, en Nouvelle-Écosse mis à pied la semaine dernière, a dévoilé hier au Festival international de la citrouille, à Halifax, une énorme courge de 241 kilos, qui lui a valu plus de \$3 000 en prix. Mais même si sa citrouille est la plus grosse qui ait été cultivée dans le monde cette année, la Confédération mondiale de la citrouille, une faction dissidente, a couronné hier sa propre championne, une citrouille de 234 kilos cultivée par Scott Cully, un résident du Connecticut. La culture de la citrouille est, selon toutes les apparences, une affaire sérieuse.

Les autobus d'écoliers roulent à la commission Le Gardeur

■ Les autobus scolaires roulent normalement ce matin dans le secteur de Repentigny, et transportent comme à l'accoutumée les 12 000 écoliers de la commission Le Gardeur. Mais le répit risque d'être de courte durée.

MARIO FONTAINE

Une assemblée générale des chauffeurs aura en effet lieu ce soir, au cours de laquelle l'exécutif syndical recommandera le re-

jet des offres globales de la compagnie et demandera un mandat de grève générale, a déclaré hier un porte-parole du syndicat, M. Richard Desjardins. Même si l'exécutif obtient ce mandat, il est peu probable toutefois que la grève soit déclenchée immédiatement.

Vendredi dernier les 106 chauffeurs de la compagnie Sabem ont fait l'école buissonnière, de sorte que les élèves ont été contraints de rester à la maison. Sabem

songe à mettre le local 298 de l'Union des employés de commerce en demeure, et pourrait entamer des poursuites en dommages et intérêts si ses chauffeurs — qui adhèrent désormais à la FTQ après avoir été longtemps affiliés à la CSN — débraient à nouveau sans avertissement.

« La FTQ (Fédération des travailleurs du Québec) veut appliquer à Repentigny ce qui existe à Montréal. Mais à Montréal, ça prend beaucoup plus de temps pour faire une route. Un chauffeur peut en parcourir deux pendant qu'il en peut en faire le double », explique le président de la compagnie, M. Gilbert Bouchard.

Avec les offres qu'il vient de présenter à sa centaine de chauffeurs, leur salaire hebdomadaire se situera entre \$350 et \$405 dit-il, plus 30 p. cent d'avantages sociaux. Appliquer le barème exigé par la FTQ ferait grimper leur rémunération entre \$700 et \$800 par semaine, soutient M. Bouchard, se disant incapable d'absorber une telle augmentation.

Il estime que la « journée d'étude » de vendredi a été déclenchée illégalement. « Au contraire, on avait envoyé un avis de sept jours », rétorque le président du syndicat, M. Claude Richard.

L'exécutif syndical s'est réuni hier, attendant un appel de la compagnie. « On nous propose de signer un contrat de quatre ans (le dernier est venu à échéance en juin 84), explique M. Richard, tandis qu'on en veut un qui se termine l'an prochain. » Le syndicat trouve qu'un contrat de trois ans, plus l'année déjà écoulée, c'est beaucoup trop long.

De son côté l'employeur dit accepter le principe d'une convention d'un an, avec ajustement des salaires. Mais il exige en retour un statu quo sur les clauses normatives.

Au moins 11 morts

■ Au moins 11 personnes ont perdu la vie au cours du long week-end de l'Action de Grâce. La route a fait neuf victimes et deux personnes ont péri dans un accident d'automobile.

Dans la nuit de samedi, Jean Perreault, âgé de 21 ans, de Jonquière, a perdu la vie lorsque son automobile a embouti un camion-remorque dans le Parc des Laurentides.

Jacques Toupin, âgé de 23 ans, de Coleraine, est mort dans la nuit de samedi à la suite du capotage de son automobile sur la route 112 dans cette même municipalité.

Nathalie Bourque, âgée de 17 ans, a perdu la vie dans une collision frontale entre une moto et une automobile survenue dans la nuit de samedi sur la route 132 à Sainte-Blandine, près de Rimouski.

Pierre Thibert, âgé de 32 ans, de Longueuil, est mort samedi en début d'après-midi après avoir perdu la maîtrise de sa voiture à Laurel.

Sylvie Lacroix, âgée de 21 ans, de Trois-Rivières, est décédée après avoir perdu la maîtrise de son véhicule samedi vers 17h, dans le parc de La Vérendrye.

Dans la nuit de dimanche, sur la route 138 près de Louisville, Ghislain Labrèche, de Montréal, âgé de 20 ans, a perdu la maîtrise de son véhicule en négociant une courbe. L'accident a également fait deux blessés.

Sylvain Landry, âgé de 13 ans, de Malartic, a été mortellement happé dimanche en fin d'après-midi par une voiture alors qu'il roulait à bicyclette.

Un homme a perdu la vie dans une collision entre deux véhicules survenue dimanche vers 16h30 à Saint-Nazaire, au Lac Saint-Jean. L'un des deux conducteurs avait omis de faire son arrêt obligatoire. La victime est Adélard Harvey, âgé de 72 ans, d'Alma.

Un motocycliste de 16 ans, Jean-Louis Cyr, de St-Jean, est décédé lundi après-midi à Saint-Jacques-Le-Mineur après avoir perdu le contrôle de son engin.

Deux personnes sont mortes hier matin, dans l'écrasement d'un avion de type ultra-léger, à St-Félicien au Lac St-Jean. Les victimes sont Jeanne Tremblay, âgée de 41 ans, de Saint-Félicien, qui pilotait l'avion, et Winston Cleary, âgé de 31 ans de Cowansville, son instructeur.

— Presse Canadienne

Mort suspecte

■ Le corps d'un homme d'une quarantaine d'année a été retrouvé dimanche matin vers 10 h, partiellement déshabillé, à Saint-Bernard-de-Michaudville, au nord-est de Saint-Hyacinthe.

On ignore encore l'identité de la victime. Il portait un gilet et un veston; une des jambes de son pantalon avait été retirée. Le corps a été découvert dans le rang Fleury. A trois kilomètres de là, on a par ailleurs trouvé le manteau du défunt ce qui laisse croire à la SQ qu'il s'agit peut-être d'un délit de fuite. Une autopsie doit être pratiquée aujourd'hui afin de déterminer la cause exacte du décès.

Incendie de deux alertes

■ Le Mont-Saint-Antoine, à la fois école et centre d'accueil pour adolescents de 14 à 17 ans, a été le cadre d'un incendie qui a nécessité 2 alertes dimanche. L'établissement, situé au 8147 Sherbrooke est, a subi pour environ \$350 000 de dommages. Le feu s'est déclaré à 19 h 50, dans les locaux d'ébénisterie, pour n'être circonscrit que vers 21 h 05. Plus de 150 jeunes résident à Mont-Saint-Antoine. Personne n'a été blessé ni délogé.

La Quotidienne	à trois chiffres	à quatre chiffres
Tirage d'hier	911	7621

LA MÉTÉO

Mardi 15 octobre 1985
AUJOURD'HUI: Min.: 0° Max.: 12°
PLUIE PASS., AVERSES DISPERSÉES,
VENTS MODÉRÉS PAR LA SUITE
DEMAIN: BEAU

Québec			États-Unis		
	Min.	Max.		Min.	Max.
Abitibi	0	7	Nuag., pluie		
Cyrouvais	0	12	Nuag., pluie		
Laurentides	0	12	Nuag., pluie		
Cantons de l'Est	0	12	Pluie pass.		
Mauricie	0	10	Pluie, aver.		
Québec	0	10	Pluie, aver.		
Lac-Saint-Jean	0	12	Ensol., aver.		
Rimouski	3	10	Ensol., nuag.		
Gaspésie	3	10	Ensol., nuag.		
Bas-Caraïbe	3	11	Ciel va., or.		
Saguenay	3	11	Ciel va., or.		
Canada			les capitales		
	Min.	Max.		Min.	Max.
Victoria	7	13	Amsterdam	5	14
Edmonton	0	7	Athènes	16	24
Regina	-3	14	Acapulco	26	34
Winnipeg	3	13	Berlin	6	16
Toronto	12	20	Bruxelles	5	12
Fredericton	-5	7	Buenos Aires	11	28
Halifax	0	8	Copenhague	5	12
Charlottetown	1	7	Gênes	5	21
Saint-Jean	0	2	Hong Kong	26	30
			Le Caire	18	30
			Lisbonne	18	30
			Madrid	5	25
			Moscou	8	25
			Mexico	1	11
			Oso	8	19
			Paris	11	28
			Rome	15	20
			Séoul	6	10
			Stockholm	23	29
			Tokyo	27	33
			Trinidad	14	16
			Vienne		

Un accident force la fermeture de la Voie maritime

■ WELLAND, Ontario (PC) — Une section de la Voie maritime du Saint-Laurent a été fermée dans les deux sens pour une période de temps indéfinie, hier, à la suite de l'effondrement du mur d'une écluse du canal Welland.

Panne à Longueuil

■ Environ 3 000 abonnés ont été privés d'électricité hier soir, dans le secteur du Colisée Jean Béliveau à Longueuil. Deux circuits d'Hydro-Québec ont en effet sauté, chacun porteur d'une ligne de distribution de 25 000 volts. Les autres résidents de la Rive-Sud n'ont pas eu, toutefois, à souffrir de cette panne.

La première explication voulait que ce soit la pression créée par une centrale hydroélectrique, située près de l'écluse numéro 7, entre les lacs Érié et Ontario, qui ait causé l'accident.

Un navire battant pavillon libérien, le Furia, se trouvait dans l'écluse au moment de l'affaissement. Il a été projeté contre l'autre mur, mais personne n'a été blessé.

M. Malcolm Campbell, vice-président de la région ouest de l'Administration de la voie maritime, a dit ignorer combien de temps il faudra pour réparer les dégâts.

C'est une période particulièrement achalandée, à ce temps-ci de l'année, et plusieurs navires attendent déjà de pouvoir traverser l'écluse fermée.

L'an dernier, le bris d'un pont à Valleyfield, au Québec, a paralysé la circulation dans la Voie maritime pendant 18 jours.

17

16

15

14

13

12

11

10

9

8

7

6

5

4

3

2

1

Aidez

Centraide

à aider

Objectif:

17 000 000 \$

6,495,000

Centraide



Céline Dion et sa mère ont eu une rencontre «inoubliable» avec le pape. On devine, en arrière-plan, l'agent de la jeune vedette, René Angelil. photo Armand Trothier, LA PRESSE

Céline Dion a finalement baisé la bague du pape

«Un souvenir inoubliable», raconte la jeune chanteuse à sa descente d'avion

■ Ça respire mieux dans les chaumières. La belle Céline Dion a en effet mis fin à un insoutenable suspense de trois jours, et réussi à rencontrer le pape Jean-Paul II au cours de son voyage éclair à Rome. Même qu'elle a embrassé sa bague, avec le souverain doigt au centre de celle-ci.

MARIO FONTAINE

L'événement historique est survenu dimanche soir, et la jeune vedette de la chanson en est encore toute remuée. «Cela a été extraordinaire. On a jéré un bon cinq minutes avec lui, j'en ai encore le cœur qui débat», de confier Céline à son arrivée à Mirabel hier soir.

Mlle Dion, sa mère, son agent, un monseigneur et deux botanistes ont été reçus en audience privée par le Saint-Père vers 19 h 30, après qu'il eut salué un groupe de 500 ou 600 Polonais. La rencontre n'a duré que de brefs instants, mais a visiblement marqué les heureux élus.

Le successeur de saint Pierre n'a pas tari d'éloges, paraît-il, sur la gentillesse des Montréalais, sur leur chaleur et la propreté de la ville. Il a reçu des mains de Céline le disque d'or de la chanson *La Colombe*, dont le sou-

venir ne s'était pas envolé de son esprit, et a souhaité bonne chance à son interprète.

Pour ne pas être en reste, il lui a remis un chapelet ainsi qu'une petite plaque écrite en polonais. Céline se hâtera de la faire traduire, pour saisir toute la substance de la pontificale littérature. «Je suis très croyante mais pas pratiquante», a avoué hier la jeune chanteuse. Une tiédeur qui n'atténue en rien l'effet boeuf que l'évêque de Rome fait sur elle.

«La première fois que je l'ai vu, l'an passé, j'étais si émue que j'avais baissé les yeux devant lui. Cette fois je l'ai vraiment regardé. Il est tellement beau, j'en tremble encore. Et ses yeux!», devait-elle confier.

Beau et fin avec ça, Jean-Paul II a en effet beni toute la famille des Dion, pourtant très nombreuse, avant même que la mère de Céline, Thérèse, ait eu le temps de le lui demander. Elle qui avait fait presque tout le voyage pour cela!

Un prêtre jaloux?

Céline Dion et sa suite avaient quitté Montréal mercredi soir dernier, après avoir obtenu la quasi-certitude de pouvoir remettre le disque d'or au Saint-Père en main propre. Il leur fallut attendre trois jours la pontificale

invitation, ce qui leur a permis de visiter la résidence secondaire du pape, le somptueux Castelgandolfo.

Céline confirme y avoir bu du lait des vaches du pape. «C'est bien meilleur», affirme-t-elle, même si ce sont des vaches du Canada qui usinent le divin élixir. Les fameuses glaces italiennes ne lui laisseront toutefois pas un souvenir aussi éternel que la ville, moins en tout cas que les pastas et que les jardins de Tivoli.

Dans une forme superbe malgré le long trajet en avion, toujours affable et gentille, Mlle Dion gardera de son rapide passage à Rome un «souvenir inoubliable». Inspirée par la bénédiction personnelle du souverain pontife, elle reprend sa tournée des villes du Québec avant de partir pour la France à la mi-novembre.

À la sortie du vol 215 de CP Air, par lequel la troupe est revenue de Rome après une escale à Milan, nous avons rencontré un prêtre qui disait avoir assisté à cette audience du pape avec les Polonais et les Dion. «Une rencontre privée avec Jean-Paul II? Mais ils n'en ont pas eu!», d'affirmer l'ecclésiastique. Peut-être était-il placé trop loin pour les voir? Ou alors...un prêtre, cela peut-il être jaloux?

Un avion ultra-léger s'écrase à Saint-Félicien : deux morts

■ SAINT-FÉLICIEN — L'écrasement d'un avion de type ultra-léger a causé la mort de deux personnes, hier matin, sur la piste de l'ancien aéroport de Saint-Félicien, au Lac-Saint-Jean.

Les deux victimes de cet accident sont Jeanne Tremblay-Pagau, âgée de 41 ans, de Saint-Félicien, et son instructeur Winston Cleary, 31 ans, de Cowansville, en Estrie.

L'accident serait survenu peu avant 9 heures, heure à laquelle M. Jacques Rinfret a l'habitude d'arriver à l'aéroport pour sa leçon.

«J'avais décidé d'arriver un peu plus tôt pour regarder Jeanne et Winston effectuer certaines manœuvres. Mais il n'y avait qu'un seul appareil devant le garage, et je ne voyais pas l'autre dans le ciel. Je me suis avancé sur la piste, et c'est alors que j'ai aperçu l'ultra-léger écrasé sur la piste», raconte M. Rinfret.

Selon M. Rinfret, l'accident serait survenu alors que Mme Tremblay-Pagau et l'instructeur Cleary étaient en train d'exécuter des atterrissages-décollages, une manœuvre régulièrement pratiquée dans ce genre de cours.

«Quand j'ai vu l'ultra-léger sur la piste, je me suis dirigé à toute vitesse vers les débris de l'appareil. Il n'y avait plus rien à faire pour les deux occupants», a expliqué Jacques Rinfret, visiblement secoué par les événements.

«L'appareil a dû frapper le sol avec beaucoup de violence. Le corps de l'instructeur Cleary avait été projeté hors de l'habitacle et celui de Jeanne était demeuré coincé dans la ferraille».

Les policiers de la sûreté municipale de Saint-Félicien ont été appelés immédiatement sur les lieux de l'accident. Les enquêteurs du ministère fédéral des Transports ont également parti-

cipé aux fouilles afin de déterminer les causes de l'accident.

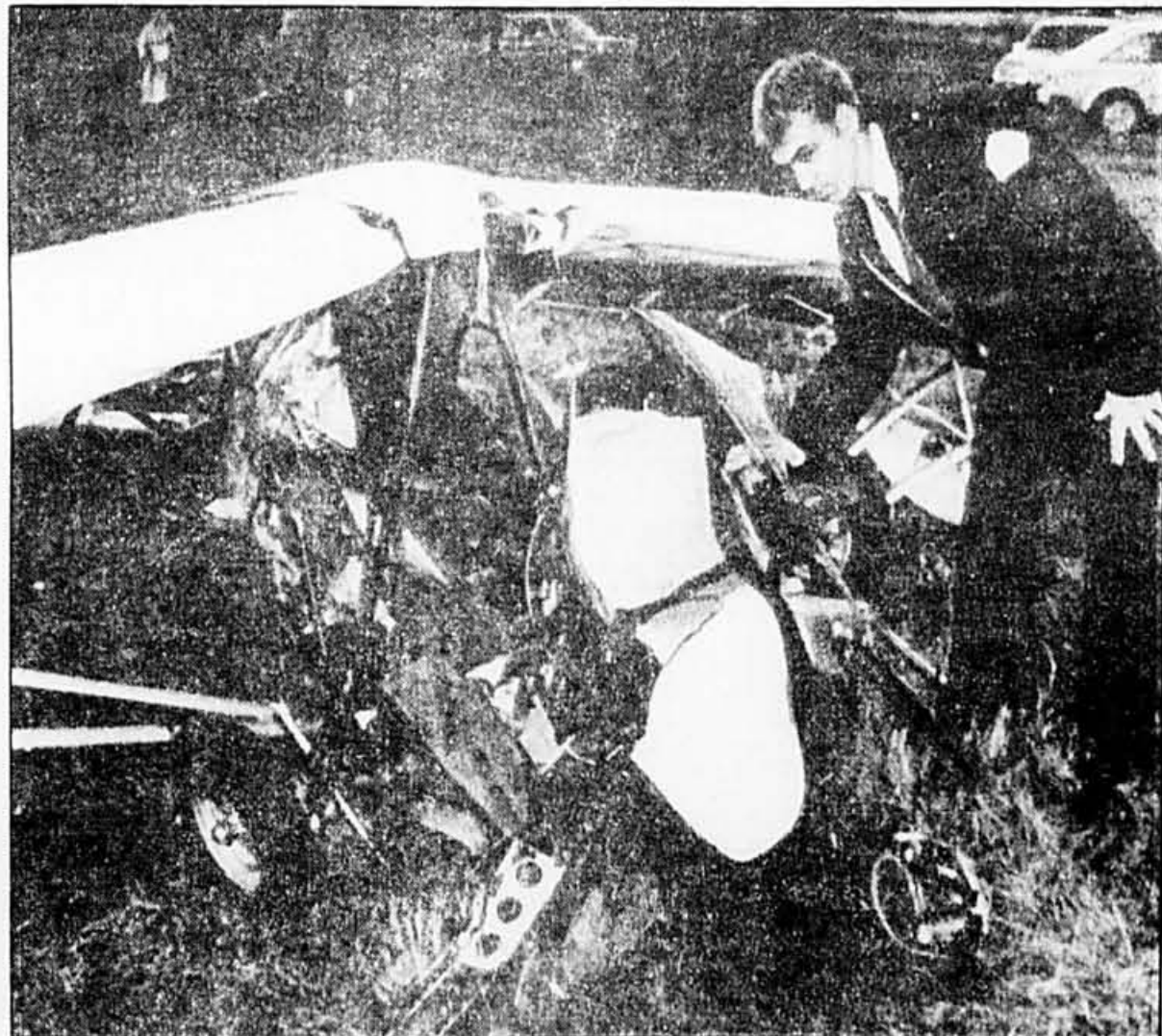
L'école de pilotage d'appareils ultra-légers était en opération depuis le début de l'été. D'ailleurs, la piste de l'ancien aéroport, fermée depuis une dizaine d'années, servait uniquement pour ce type d'appareils.

Winston Cleary possédait les permis nécessaires pour donner les cours sur ultra-léger. Il avait à son actif plus de 1200 heures de vol. Selon les informations policières, l'école de pilotage était enregistrée et répondait aux normes gouvernementales.

— Presse canadienne

photo PC

L'agent Renald Lachance, de la sûreté municipale de Saint-Félicien, est penché sur les débris de l'appareil ultra-léger dans lequel deux personnes ont perdu la vie hier.



Un jeune hockeyeur meurt dans l'action

■ QUÉBEC — Un jeune hockeyeur de 16 ans, Donald Garant, est mort subitement après être revenu au banc des joueurs pendant un match disputé à l'aréna André-Lacroix de Lauzon, près de Québec.

Une autopsie préliminaire pratiquée dimanche n'a pas permis d'élucider les raisons du décès du jeune joueur de l'équipe junior de Montmagny. Il était, de l'avis de son entraîneur Jacques Emond, en excellente forme physique. Il pourrait s'agir, indique le rapport médical, du syndrome de mort subite, plus fréquemment signalé chez les enfants de six ans et moins. Des prélèvements de tissus ont été expédiés à l'Institut médico-légal de Montréal dans l'espoir d'en découvrir davantage.

Le jeune Garant, qui était apparemment un adepte de tous les sports, était assis au banc des joueurs depuis trois minutes lorsqu'il s'est effondré. L'entraîneur a tout de suite demandé à l'arbitre d'interrompre le match, tandis qu'un infirmier tentait vainement de le réanimer en lui administrant des massages cardiaques. Son décès a été constaté à l'hôpital.

Originaire de Berthier-sur-Mer, il était le cadet d'une famille de cinq enfants. Selon les premières constatations faites par les policiers, le hockeyeur n'aurait pas reçu de coups ni fait preuve de robustesse pendant le match.

— Presse canadienne



Grave accident sur le pont Champlain

Cinq personnes ont été blessées, dont deux assez gravement, lors d'un accident survenu hier matin à 10 h 55, sur le pont Champlain, en direction nord. Selon un officier de la police des Ports nationaux, qui a juridiction sur le pont, un véhicule a embouti violemment l'arrière de celui qui le précédait au beau milieu du pont, entre le poste de péage et la Voie maritime. La circulation a été paralysée pendant près de 75 minutes, la file d'attente s'étendant loin sur la Rive-Sud. Trois des blessés ont été transportés à l'hôpital Royal Victoria et les deux autres à l'hôpital Charles-Lemoyne.

photo Armand Trothier, LA PRESSE

Johnson annoncera des investissements majeurs avant les élections générales



Le premier ministre du Québec Pierre Marc Johnson.

■ QUÉBEC — Le premier ministre Pierre Marc Johnson espère pouvoir faire l'annonce d'investissements majeurs, au Québec, avant de déclencher des élections générales.

MARIO ROY
de notre bureau de Québec

« J'ai eu des discussions avec Brian Mulroney concernant des investissements très importants pour le Québec. J'attendrai certaines réponses de M. Mulroney », a déclaré M. Johnson à l'issue, dimanche, de la réunion du conseil national du Parti québécois.

Le premier ministre a néanmoins dit être conscient « que ce serait d'un cynisme - que je n'hésite pas à reprocher à mon adversaire libéral, que de suspendre une décision d'appel à la démocratie à une décision qui est entre les mains de l'État fédéral. »

M. Johnson n'a donné aucune précision quant à la nature de ces investissements éventuels, si ce n'est pour énumérer les secteurs

des pâtes et papier, de la pétrochimie et de l'industrie automobile. Certains dossiers viennent immédiatement à l'esprit : Pétromont ou Hyundai, par exemple.

Néanmoins, Pierre Marc Johnson a simplement ajouté qu'il espère « une action quelconque du gouvernement fédéral dans les jours à venir. Mais ce que je souhaite avant tout, c'est que, dans les jours ou dans les semaines ou dans les mois qui viennent, ces décisions soient prises dans l'intérêt du Québec. »

En conférence de presse, M. Johnson mettait ainsi un point final à une réunion du conseil national du parti où on a surtout spéculé sur la date de l'appel au peuple, tout en rodant une machine électorale dont on aura bientôt à se servir.

L'impression générale est que le scrutin aura lieu le 25 novembre ou le 2 décembre prochain.

Le premier ministre a répété qu'il se donnait deux semaines « au moins » de réflexion avant de faire connaître sa décision à ce

sujet, bien qu'il ait dit avoir pris note des réactions des 600 « poteaux » du parti réunis à Québec, des gens qui ont clairement signifié qu'ils étaient prêts à en appeler du verdict populaire.

En même temps, ces 600 organisateurs du parti étaient réunis afin de mettre au point la stratégie électorale du PQ.

« Le parti sort de cette réunion plus unifié que jamais, avec une cohésion, un esprit d'équipe, un enthousiasme plus forts que jamais », commentait la vice-présidente du PQ, Nadia Assimopoulos.

Après le discours de clôture, comme pour illustrer cet état d'esprit, Pierre Marc Johnson est sorti de la salle de réunion en devisant avec le ministre de l'Agriculture, Jean Gagnon, qui fut certainement le plus amer des candidats défaits lors de la récente course à la succession de René Lévesque.

Le RDI se souvient

■ Plus de 100 indépendantistes orthodoxes regroupés sous la bannière du Rassemblement démocratique pour l'indépendance (RDI) ont rendu samedi un vibrant hommage à une dizaine d'ex-parlementaires du gouvernement Lévesque qui ont porté depuis les vingt dernières années le flambeau de l'indépendance du Québec.

Baptisée « Le Relais de l'indépendance », la soirée visait à souligner la carrière de ceux qui se sont démarqués du Parti québécois notamment les Camille Laurin, Lise Payette, Jacques Parizeau, Gilbert Paquette, Pierre Marois, Pierre De Bellefeuille et Denise Leblanc-Bantey.

Dans une pluie de louanges pour le moins dithyrambiques, les membres du RDI ont qualifié M. Laurin de « psychiatre national », et M. Parizeau de « De Gaulle québécois à qui il manque une République », pour ensuite terminer la soirée en citant un vieux poème de Gaston Miron.

Ce happening qui ressemblait à une soirée de poésie a eu lieu au cégep de Rosemont, à Montréal, où quelques heures plus tôt le comité directeur du RDI tenait une rencontre pour établir, à huis clos, sa stratégie d'intervention en vue des prochaines élections.

Dans une conférence de presse improvisée, la présidente du mouvement, Mme Denise Leblanc-Bantey, avait refusé de divulguer les modalités de cette stratégie, précisant toutefois que le RDI souhaitait bonne chance à l'indépendantiste Pierre De Bellefeuille qui présente sa candidature aux prochaines élections, sous la bannière du Parti indépendantiste.

— Presse Canadienne



Pierre Foglia

...ou Romilly-sur-Seine

■ Paris, gare de l'Est : mes vacances finissent ici, sur ce quai où j'attends le train pour R... J'ai une bonne heure d'avance ; ce n'est pas qu'il me tarde de commencer à travailler, c'est surtout que j'ai hâte de quitter Paris...

Capitale de la France mon oeil, Paris est la plus soviétique des villes du monde. Paris illuminé jour et nuit par dix millions de mongols à batterie...

Je n'y suis pourtant que depuis deux jours... Je suis arrivé d'Italie avant-hier sur un petit nuage rose. J'arrivais de la lumière, je suis tombé dans tout ce drabe et blème, ce gris-Paris... On ne sait pas si c'est le smog et les fumées, ou bien dix millions de grincheux qui postillonnent leur agressivité...

Accent québécois ou pas, il est toujours périlleux pour un étranger d'interpeller un Parisien. C'est s'exposer aux violences d'un discours-logorrhée, sorte de chiasse de mots très corrosive, qui vous degoulène dans les oreilles, et vous gonfle, vous gonfle...

— Pardon monsieur, pour le boulevard des Batignoles s'il-vous-plait ?

Il attendait comme moi, que le feu passe au vert pour traverser. Sans lever le nez de ses chaussures, d'un geste exécuté, il m'a indiqué la direction... Je l'ai remercié, et le feu venant de changer, je suis passé devant. C'est alors qu'il m'a semblé qu'on me bougonnait dans le dos. Je me retourne, c'était le même bonhomme :

— Me parlez-vous ?

— Oui, Je vous disais : « On dit merci monsieur ! »

— Pardon ?

— Ben oui quoi, en France — ailleurs je peux pas dire hein — mais en France, où nous sommes actuellement, je me permets de vous le souligner, la règle veut qu'on remercie la personne qui vous a rendu service. Ça ne coûte rien et puis...

— Whô ! Mais je vous ai dit merci !

— Ma foi vous n'avez pas du le dire bien fort, je ne vous ai pas entendu !

12,8 à ma petite échelle Richter. Je tremblais !... En principe, je suis contre l'extermination massive des populations, même tares, mais sans aller jusque-là, me semble qu'une épidémie de claques sur la gueule ferait le plus grand bien aux Parisiens...

Comme les garçons de café, vous ne pensez pas qu'ils exagèrent ? Ils ont toujours été baveux, bon c'est la tradition et ça amuse les vieilles Anglaises, mais les voilà maintenant qui garrochent les cendriers sur les tables, badadang...

— Bientôt vous allez les lancer dans le front des clients !

— Si monsieur n'est pas content, le bureau des plaintes et réclamations est au fond du couloir, en bas, à gauche...

Evidemment, en bas, à gauche, ce sont les toilettes...

— Alors, monsieur est soulagé ! Ah pour ça oui, monsieur a de bien plus belles couleurs !

Je vous parle d'il y a dix minutes à peine, dans une brasserie proche de la gare de l'Est. Mais je pourrais vous parler d'hier, au salon du cycle de la porte de Versailles... J'en fais le tour, je m'étonne de n'y trouver aucun constructeur nord-américain ou japonais, j'en demande la raison au kiosque de la fédération française de cyclotourisme et me fais répondre :

— C'est parce que les Américains et les Japonais n'ont rien à montrer. Qu'est-ce que vous voulez, en ce qui regarde le cyclisme, ils faut bien le dire hein, ils sont nettement à la remorque des produits français et italiens, y'a pas à tortiller là-dessus...

Je vous dis, une petite épidémie de claques sur la gueule, c'est ce que ça leur prendrait. Une main invisible qui tous les matins, schlak-schlak, un aller et retour sur le museau de chaque Parisien. Moins pour leur faire mal que pour assouplir un peu leur opiniâtre certitude d'être les plus beaux et les plus fins...

Me croirez-vous, j'ai peur à Paris. Peur d'être malade et d'être obligé d'y rester. Peur d'y mourir au milieu d'une gang de fafous qui parlent sans arrêt pour ne rien dire. Et le pire, peur qu'une fois mort, je les entende encore...

Puis merde, on n'y mange même pas bien. Et cher, très, très cher. Rien en bas de \$10, pour le lunch du midi, dans les petits troquets où vont déjeuner les employés de bureau. Et à ce prix-là, c'est carrément pas mangeable...

Pour des bouffes plus raffinées, dans des restaurants avec toques ou étoile dans les guides, c'est pas le festin non plus ! Pour le même prix, on mange mieux à Montréal, aux Halles, ou à la Silla, je vous assure...

C'est comme les croissants, on en trouve à tous les coins de rue, c'est vrai, mais ils sont dégueulasses, faits à la graisse. Chez nous faut courailler deux milles pour en trouver, mais au moins ils sont au beurre. Pareil pour les charcuteries, je cherche encore le pâté de lapin qui aura le moelleux et l'arôme de celui de la pâtisserie Belge...

Vous croyez que j'exagère ? Un peu, c'est vrai, dans la mesure où je m'en suis tenu aux charcuteries et boulangeries-pâtisseries de quartier, mais reste que ce sont celles-là qui font l'ordinaire des Parisiens moyens, c'est pas Fauchon ou je ne sais quelles autres épiceries super-fines...

C'est finalement dans le bistrot où travaille ma fille que j'ai mangé le plus décevant, un peu le même genre qu'à l'Express, mais encore là, en plus cher !

Paris gare de l'Est, j'ai hâte que mon train arrive. Je pars pour R... d'ou, ces prochains jours, je vous parlerai de la France. La France qu'il ne faut pas confondre avec Paris. La France que vous ne connaissez pas. Non, non, ne protestez pas, je sais, je vous ai entendu souvent parler des Alpes, de la Côte d'Azur, de la Loire, de la Corse, de l'Alsace même, mais de R... jamais. Ce n'est pas un reproche. Je ne vois pas ce que vous seriez allé y faire...

C'est pas bien loin de Paris pourtant. R... est à seulement une heure et demie de la gare de l'Est. Et encore avec un train qui fait la run de lait, 120 kilomètres. Montreal-Drummondville, en somme.

Pourquoi vous souriez ?

Savez, il y a des centaines de Drummondville en France. Aucune qui s'appelle réellement comme ça bien sûr, mais des centaines de petites villes sans intérêt touristique ou journalistique ou économique ou politique ou quoi que ce soit.

Des petites villes où il n'y a rien d'autre à faire que vivre, et encore, pas trop fort.

R... où je vais, si mon train peut finir par arriver, est une de ces villes-là. Je vais vous la nommer une fois, pour pas que vous pensiez que je vous écris de la lune. Et puis ce sera fini, pour toute la durée de ce reportage, vous n'entendrez plus parler que de « Drummondville en France », j'aime bien ce titre, je trouve qu'il voyage bien, qu'il sonne exotique et quotidien...

Alors voici, une fois pour toutes et la dernière : R... c'est pour Romilly-sur-Seine, dans le département de l'Aube, en Champagne, mais pas la Champagne qui fait pschitt, pas celle des raisins, celle des betteraves à sucre et du mais, celle qu'on disait, quand j'étais petit « la pouilleuse »...

J'ai vécu les 15 plus belles années de ma vie à R... Excusez, je veux dire que j'y ai vécu les 15 années qui auraient dû, normalement, être les plus belles... hélas, hélas !

Mais je ne veux pas vous raconter ma vie. Je voulais juste vous dire que pour les prochaines chroniques (qui vous parviendront aux jours habituels) R... sera désormais, « Drummondville en France ».

Et je voulais dire aussi que ce n'est pas tout à fait gratuit...

APPRENEZ LE FRANÇAIS CHEZ VOUS

Vous désirez écrire et parler correctement le français ?
Vous désirez connaître les derniers outils de référence ?
Vous désirez perfectionner vos connaissances en français ?

La Télé-université vous offre un cours : Français pour tous.

Apprenez le français chez vous :

- à peu de frais (67,50 \$)
- avec une documentation écrite et le jeu Auto-Correct-Art
- sous supervision professionnelle (tuteur).

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT !

Télé-université
Montreal (514) 522-3540
sans frais - 1-800-361-6808

Avez-vous les moyens d'être malade?

L'assurance-maladie du Québec ne couvre pas tout et les soins médicaux coûtent cher.

Si vous n'êtes pas protégé par une assurance-maladie complémentaire, la CROIX BLEUE peut vous fournir l'assurance que la maladie ou un accident n'emportera pas votre portefeuille.

Nous vous offrons un régime d'assurance-maladie pour vous ou pour votre famille.

Tout ça, sans examen médical ni questionnaire.

Exemples de frais que notre régime d'assurance-maladie peut vous aider à payer :

- Séjour en chambre privée ou semi-privée
- Soins de convalescence (maladie chronique et readaptation)
- Médicaments ne pouvant être obtenus que sur ordonnance et transport ambulancier (pour les moins de 65 ans)
- Soins infirmiers privés à domicile
- Traitements de physiothérapeutes, de chiropraticiens, de podiatres
- Analyses de laboratoire

Il n'y a pas d'âge pour se protéger, mais il y a une date limite pour adhérer : le 31 octobre 1985.

Date d'effet de la protection : le 1^{er} décembre 1985.

Pour plus de renseignements, téléphonez à :

MONTREAL (514) 286-8403 SHERBROOKE (819) 562-3000 QUÉBEC (418) 681-0581 DE PARTOUT AILLEURS 1-800-361-5139 (sans frais)

CROIX BLEUE MUTUELLE-VIE DU QUÉBEC

LP. C.P. 910, Succursale "B", Montréal, Québec H3B 3K8

Au service des Québécois depuis 43 ans

Pour vous prévaloir de ce régime, vous devez porter ce coupon avant le 31 octobre 1985.

Veuillez m'envoyer immédiatement (sans obligation de ma part) tous les renseignements nécessaires ainsi qu'une demande d'adhésion.

Nom (En lettres majuscules) _____ Age _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Apprenez l'**ANGLAIS** avec nos spéciaux

4 semaines **INTENSIVES** à 199\$ ou

10 semaines **RÉGULIÈRES**

GALOIS

844-5060 Depuis 1965

1410, rue Stanley Métro Peel

ECOLE D'INFORMATIQUE **MARSAN** 1600, Berri (Palais du Commerce) Suite 3116, Montréal. H2L 4E4 (Métro Berri-de Montigny)

POUR UNE CARRIÈRE EN INFORMATIQUE

PROGRAMMEUR/ANALYSTE (12 mois) | NIVEAU COLLÉGIAL
PROGRAMMEUR (8 mois) | PRÊTS DU GOUVERNEMENT

Prochaine session: 11 nov. — Prospectus gratuit: 842-8643

SAVIEZ-VOUS QUE LE STRABISME PEUT ÊTRE OPÉRÉ?

Le petit Christian n'aura pas à se sentir gêner toute sa vie à cause d'un oeil qui louche. Ses parents ont fait confiance à un ophtalmologiste, le seul médecin spécialiste des yeux, et il a été opéré ce matin. Dès ce soir, il pourra retirer son pansement et au besoin, son ophtalmologiste pourra lui prescrire des verres correcteurs.

Association des Ophtalmologistes du Québec

Contre la SAQ, on ne peut gagner

Le combat est inégal: d'un côté, le Syndicat des employés de magasins et de bureaux de la Société des alcools du Québec, qui n'a d'autre arme que celle de la Cour d'appel après un jugement négatif et même agressif à leur endroit. De l'autre côté, la direction de la SAQ et le ministre Rodrigue Biron qui ont tous les moyens de parvenir à leurs fins, c'est-à-dire à la privatisation partielle des succursales de la société d'État. On ne peut douter du gagnant, évidemment.

Ce n'est pas que les employés n'aient pas de raisons de se sentir offensés ou même insultés: la privatisation, telle qu'elle est présentement offerte, leur retire une certaine sécurité d'emploi et, probablement surtout, un style d'emploi qu'ils risquent fort de perdre. Il est bien entendu que l'administration d'une entreprise privée sera considérablement différente de celle qu'ils connaissent présentement. On leur offre l'inconnu; ce n'est pas la majorité des membres qui peuvent allégrement s'y sentir à l'aise. Pour eux, la privatisation représente une attaque à leur vie professionnelle.

Ils se battent donc sur un vice de procédure. Leur combat est compréhensible; mais ils ont bien peu de chances de le remporter, même pas avec la menace d'une grève, qui serait tout simplement suicidaire. Leur plus grand gain serait peut-être dans l'espoir de gagner du temps et d'attendre l'arrivée d'un éventuel gouvernement libéral, vu que le porte-parole du parti les a assurés d'une refonte complète de la privatisation par les libéraux s'ils prenaient le pouvoir.

Le gouvernement et la direction de la SAQ le savent bien: ce n'est pas pour rien qu'ils veulent mettre leurs succursales en vente au plus tôt, dès maintenant. Même si seulement la moitié d'entre elles trouvent preneur, le marché sera ouvert, possiblement de façon irréversible. Le syndicat doit bien savoir qu'il a bien peu de chances de voir la Cour d'appel renverser le jugement du juge Irving Halperin pour un vice de procédure.

Le problème des employés, ou de certains d'entre eux, est réel; le problème de la SAQ, cependant, est bien plus grand. Et pour le consommateur-contribuable, c'est le problème de la SAQ qui le préoccupe bien davantage.

Une véritable privatisation aurait pu effacer une bonne partie du mal qui ronge de plus en plus la SAQ et qui consiste à conserver un monopole qui lui permet de tout faire sans rendre compte à personne. La clientèle est captive. Elle n'a ni le choix du produit ni le choix des prix. Elle doit donc payer deux fois le prix que paient les Américains, les Italiens ou les Français, quand ce n'est pas davantage, sans que personne ne puisse s'objecter. Quel produit, dans quel pays, peut être augmenté subitement de 90 pour cent? Comment peut-on laisser croire à la clientèle qu'on la respecte?

Or, la similitude-privatisation des succursales de la SAQ ne fera rien pour contrer cette injustice et cette triste façon de faire. Le gouvernement continuera de se moquer de la population par l'intermédiaire docile et impuissant que représente la direction de la société d'État. En véritable démocratie, on appellerait cela un scandale; chez nous, c'est une fatalité.

Les employés de la SAQ se battent pour un emploi à préserver; derrière leur démarche sympathique mais peu efficace, se cache l'incapacité où les Québécois se trouvent à chaque fois qu'ils doivent subir les manigances des étranges administrations des sociétés d'État: celles qui perdent de l'argent doivent être financées par celles qui peuvent en rapporter abusivement.

Jean-Guy DUBUC

L'épargne, la banque et la sécurité

Deux banques ont fait faillite en Alberta et, la semaine dernière, certains clients faisaient la queue à la Banque Mercantile pour retirer leurs dépôts. Il est normal de s'inquiéter; mais on se rendra vite compte que l'inquiétude n'est pas fondée.

La faillite de la banque allemande I.D. Herstatt il y a dix ans avait causé beaucoup d'émotion des deux côtés de l'Atlantique. Un jour, alors que l'inquiétude est à son comble, un homme d'affaires de Francfort entre dans sa banque et demande de fermer son compte. Il avait 5 millions de marks et le gérant de la banque lui demande s'il avait prévu les moyens nécessaires au transport d'une telle somme. Notre homme d'affaires le rassure et s'installe à une petite table pour compter ses billets. Après une demi-heure, il rapporte ses piles de billets au guichet et demande d'ouvrir un compte avec un dépôt de 5 millions de marks.

Le gérant n'en peut plus, la curiosité dépasse sa discrétion et il demande: «Pourquoi avez-vous fait ça?» L'homme d'affaires répond: «Pour voir votre réaction. Je sais maintenant que je n'ai aucun souci à me faire tant que mon argent est dans votre banque.»

Notre homme d'affaires avait bien compris les banques: il faut qu'elles puissent remettre les sommes qu'elles ont en dépôt et il n'y a pas de lieu plus sûr pour garder son argent.

Plus près de nous, nous avons pu observer la même chose, quoique de façon moins dramatique. Lors de la déconfiture des Caisses d'entraide, certains épargnants avaient cru que les Caisses populaires Desjardins traversaient aussi une crise et avaient retiré leurs épargnes. Après quelques jours, on pouvait voir que les retraits n'avaient provoqué que de tout petits remous dans le mouvement Desjardins et, six mois plus tard, il était évident que ce contretemps n'avait pas affecté l'essor des Caisses populaires. Les épargnants avaient perdu un peu d'intérêt: c'est tout.

Dans le cas des banques albertaines, les déposants avaient, bien sûr, raison de retirer leurs dépôts. Il est maintenant évident qu'elles n'offraient pas la sécurité à laquelle l'épargnant a droit. Les dépôts de \$60,000 ou moins ont beau être assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada, pour les banques, et par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour les Caisses populaires, l'épargnant doit aussi veiller aux services qu'il obtient. En tout temps, l'épargnant doit être prêt à changer de banque ou d'institution d'épargne si c'est avantageux du point de vue du rendement, du service ou de la sécurité. Une banque qui n'est plus solvable ne peut guère offrir les services auxquels on a droit.

Mais la sécurité est la même partout grâce à l'assurance dépôt pour la grande majorité des épargnants, ceux qui n'ont pas plus de \$60,000 à la banque. Les épargnants et les commerçants qui disposent d'une somme liquide plus importante n'ont qu'à faire des dépôts dans plusieurs banques: \$60,000 par-ci, \$47,000 par-là, \$59,000 dans une troisième... et ainsi le petit épargnant sera bien protégé.

Il est normal que l'inquiétude au sujet des banques ranime le sujet du choix de sa banque: il faut se demander si l'on obtient autant de services qu'ailleurs, si les conseils sont aussi bons et si le rendement est aussi élevé. Mais pour la très grande majorité des Canadiens, la sécurité est excellente partout.

N'allez surtout pas retirer trois cents et quelques dollars pour les compter et rouvrir votre compte. Les caissières ont d'autres choses à faire.

Frédéric WAIGNÈRE

LA COLOMBE DE LA PAIX À L'ONU DANS 2 SEMAINES



(Droits réservés)



Marcel Adam

La Cour suprême serait-elle plus accessible aux marginaux?

L'égalité devant la loi, dont le principe a été établi dans la Charte canadienne des droits et libertés, existe-t-elle en Cour suprême?

C'est le juriste Robert Décarie qui a posé cette troublante question, l'autre jour à Ottawa, lors de la Conférence sur la Cour suprême, après avoir reproché au plus haut tribunal du pays de privilégier les causes «de Charte» au détriment des causes «de droit ordinaire».

Dans son intervention intitulée «La Cour suprême se désintéresse-t-elle du «monde ordinaire»?», Me Décarie, après avoir proposé un certain nombre de réformes structurelles possibles, a suggéré de rendre la Cour suprême plus accessible en termes d'abord de coût, ensuite de possibilité d'appel.

Pour lui il n'y a de justice pour tous que là où le coût de la justice est le même pour tous. Aussi trouve-t-il inacceptable qu'un prévenu n'ait pas droit à ses dépens devant la Cour suprême. Ce problème n'est pas exclusif à la Cour suprême, mais il ne voit pas pourquoi on ne commencerait pas par le régler par le haut. Il considère aussi que l'espèce d'automatisme aveugle qui veut que le perdant paie, mène à des situations d'une injustice criante. Comme lorsqu'en matière non criminelle des «petits» sont condamnés à des frais et ou des «grands» en sont déchargés.

«Si c'est l'avancement du droit qui est recherché, dit-il, il faudrait éviter que ce soient les plus démunis qui en paient la note.»

Pour ce qui est de l'accessibilité mesurée en termes de possibilité d'appel, il semble à Me Décarie que la Cour suprême est en voie de perdre contact avec la réalité quotidienne et ce qu'il appelle le justiciable «ordinaire».

Avec chiffres à l'appui, le juriste démontre que la Cour siège moins qu'auparavant, et qu'en conséquence elle entend moins de pourvois — et accueille moins de requêtes à cet effet — qu'auparavant. Et parmi les requêtes qu'elle accueille, il s'en trouve de moins en moins en droit provincial, notamment en droit civil québécois. En revanche, les deux tiers des dossiers ouverts depuis le début de l'année concernent des questions constitutionnelles.

«Depuis l'avènement de la Charte, dit-il, la Cour ne jure et ne juge plus que par elle. Comme si cette nouvelle loi rendait subitement désuètes, ou sans intérêt, ces autres lois qui, pourtant, constituent encore et toujours le lot du justiciable ordinaire...»

Comme au surplus les causes «de Charte» amènent, dit-il, la Cour dans le champ de la moralité, des sciences sociales et de la politique, «les délibérés se font plus délicats et

troublants, l'unanimité se fait plus difficile à rallier, et la Cour se voit forcée de sabrer encore davantage dans le nombre de pourvois qu'elle accepte d'entendre.»

«La Cour, devenue «faiseur» et «défaiseur» plutôt qu'interprète de loi, met de plus en plus de temps à décider de moins en moins de causes.»

Ce choix de la Cour de réduire le nombre de ses interventions et de les concentrer dans le domaine du droit constitutionnel et du droit pénal, paraît à Me Décarie «contraire à la loi». En effet, alors que celle-ci fait de la Cour suprême «une cour générale d'appel (en) matière civile et criminelle...», elle se comporte comme si elle était devenue un tribunal constitutionnel. Ce qu'elle n'est pas.

Me Décarie voit dans cette évolution un préjudice sérieux pour le système judiciaire. En se «constitutionnalisant» prématurément, la Cour suprême, parce qu'elle entend moins de causes que dans le passé et restreint de plus en plus le champ de ses interventions, «impose aux cours d'appel une pression de tribunal de dernière instance qu'elles n'ont pas la compétence de décliner et qu'elles n'ont pas les moyens de subir».

«Il ne peut, dit-il, qu'en résulter un affaiblissement du droit à l'échelle du pays.»

Il en résulte également un

préjudice sérieux pour le justiciable parce que, selon lui, «l'accès au plus haut tribunal du pays se voit à toutes fins utiles fermé à quiconque n'est pas un gouvernement, un accusé ou une personne cherchant à se prévaloir de la Charte». C'est ce qui lui fait se demander si, paradoxalement, l'égalité des droits, établie par la Charte, existe en Cour suprême. Puisqu'il n'y a plus d'égalité devant elle entre un justiciable ruiné par une faillite ou blessé gravement dans un accident, et un autre qui réclame quelque droit en vertu de la Charte: le second sera entendu, le premier ne le sera pas.

Et M. Décarie de conclure par ce jugement sévère:

«Une espèce de snobisme intellectuel et juridique s'est développé, depuis l'avènement de la Charte, qui veut qu'un jugement, en droit civil ou en droit commercial, soit moins important qu'un jugement en droit constitutionnel ou en droit pénal.

«La vie quotidienne du citoyen moyen est beaucoup plus marquée, pourtant, par le Code civil, par la Loi de l'impôt sur le revenu et par le Mechanics Liens Act, que par la Charte et le Code criminel. La Cour suprême du pays, en se concentrant dans ces deux derniers domaines, donne l'impression de privilégier ceux qui vivent en marge de la société.»

REVUE DE PRESSE

Orson Welles: un géant du cinéma

La presse parisienne a rendu un vibrant hommage à l'acteur et réalisateur américain Orson Welles qui vient de mourir à l'âge de 70 ans à son domicile d'Hollywood.

Sous le titre «Citizen Kane est mort», Le Matin écrit: «My name is Orson Welles». Ces simples mots, prononcés à la fin du générique de Citizen Kane, avec le ton de l'orgueil et aussi de la promesse de l'un des plus grands talents de l'histoire du septième art, marquaient le début de la carrière de ce jeune cinéaste de vingt-cinq ans qui, dès son premier essai, allait bousculer toutes les règles et inventer le cinéma moderne. Sa vie, comme son œuvre, n'allaient plus cesser d'être marquées du sceau de l'événement et de la démesure.

Pour Libération, c'est peu de dire qu'avec lui disparaît l'un des géants du cinéma. «Héros de sa propre vie, Welles ne laissa à personne le soin de démêler sa légende. (...) Dans cette façon d'être toujours «présent», il y avait comme une prémonition de ce que nous appelons aujourd'hui — pompeusement ou avec terreur — les

media. Il a anticipé sur eux, il s'est exprimé à travers eux. En ce sens, on a pu dire que: «tous, toujours, lui devront tout». (...) Il aura été très américain pour les Européens (mais un bout aimable de l'Amérique), très européen pour les Américains (mais un bout respectable de l'Europe), comme l'impossible ciné-trait d'union entre les deux continents.»

Pour L'Humanité, Orson Welles est le Falstaff du XX^e siècle. «30 octobre 1938. Comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, un génie vient de se révéler au monde. Il a 23 ans. (...) Orson Welles vient de mystifier l'Amérique entière en lui faisant croire au débarquement des Martiens. Panique. (...) D'aus-si précocité, il n'y eut dans l'histoire du cinéma qu'Eisenstein réalisant «La Grève» à 25 ans, «Le Culrassé Potemkine» à 27. (...) De même qu'Hollywood avait eu la peau de Griffith et Stroheim, de même Hollywood allait avoir celle de Welles. Plus jamais, Welles n'aura la liberté totale de filmer qu'il avait eue sur «Kane». Son deuxième film, pourtant admirable, sera mutilé par les producteurs: «la

Splendeur des Amberson». Cependant, l'œuvre de Welles reste en tous points admirable. (...) Une grande voix s'est éteinte, celle qui toute sa vie chercha le secret de la jeunesse, le bouton de rose de la vie.»

Pour Le Quotidien de Paris, «Il était le géant que Hollywood n'aura pas forgé. Il y avait fait ni la pluie ni le beau temps, mais seulement des orages. (...) Il disait que Hollywood n'était qu'un faubourg doré. Et Hollywood lui a bien rendu sa haine. On avait peur de ce provocateur. (...) Beau comme un dieu dans tous les rôles, certes, mais terriblement arrogant et dangereux dans toutes ses entreprises de mise en scène qui inévitablement éclataient en scandales et s'achevaient en échec financier. (...) «Citizen Kane» sera un échec en 1942 en Amérique, le film suivant, «La splendeur des Amberson», aussi. «La Dame de Shanghai» n'aura guère plus de succès. Ces titres aujourd'hui dansent en lettres d'or dans nos mémoires de cinéphiles avec «Le Troisième Homme» de Carol Reed. En quelques films seulement le cinéaste rebelle

avait en effet, semble-t-il, réinventé le cinéma.»

Sous le titre: «Mort d'un démiurge», Le Figaro écrit: «Depuis onze ans, personne ne lui avait fourni les moyens de donner le jour à l'un des nombreux projets qui s'agitaient en lui. (...) On ne lui a pas, non plus, donné les moyens de réaliser ce Roi Lear, coproduction française à laquelle Jack Lang s'intéressait. (...) De la France qu'il appréciait tant, il attendait cette possibilité, impatient de livrer son testament peut-être, en incarnant ce roi trahi par les siens. (...) On a beaucoup dit qu'il s'entendait à ruiner les producteurs. C'est méconnaître sa nature qui l'astreignait, comme un peintre, un compositeur ou un écrivain, à revenir sans cesse sur le motif. C'est oublier que, s'il est mort pauvre, c'est d'avoir employé son propre argent à réaliser, par petits bouts, «Don Quichotte», «De l'autre côté du vent», retournant des scènes, fournissant des raccords, faisant enregistrer par les acteurs-amis de nouveaux dialogues. Ce démiurge, qui épuisait tous ses collaborateurs, était saillant à voir.»

Agence France-Presse

L'importance de l'éducation populaire

Monsieur François Gendron
Ministre de l'Éducation
Québec

La récente décision du gouvernement du Québec à l'effet de couper complètement les fonds à 73 organismes d'éducation populaire et à réduire substantiellement ceux de cent autres au profit de groupes jugés prioritaires, signifie que le gouvernement ne reconnaît plus, dans les faits, l'éducation populaire autonome, alors que son discours est tout autre.

L'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) se joint aux autres groupes d'éducation populaire qui ont, vendredi dernier, réclament en conférence de presse le maintien des fonds qui leur sont destinés.

L'ICEA ne remet pas en cause le bien-fondé d'accorder des fonds accrus aux groupes jugés prioritaires, soit les groupes d'alphabétisation et les groupes d'handicapés. Ce choix ne doit cependant

pas se faire, selon l'ICEA, au détriment des autres groupes d'éducation populaire. Or, en ce moment, c'est ce qui se passe: les fonds hier encore destinés aux groupes d'éducation populaire, passent aux groupes jugés prioritaires, et cela, de façon tout à fait unilatérale et arbitraire.

Des questions se posent

L'ICEA se pose à ce sujet plusieurs questions: quels critères de sélection a-t-on établis pour juger aussi arbitrairement des qualités et des activités d'éducation populaire? Quelle définition de l'éducation populaire a-t-on retenue pour arriver à couper les fonds aux organismes qui interviennent dans le domaine de la culture, de la solidarité internationale ou des droits et libertés? Comment expliquer que tel groupe subit des coupures alors que tel autre reçoit une augmentation, et cela, pour le même type d'activités?

Nous aimerions que le ministère de l'Éducation rende publiques ses critères de sélection. Pour l'instant, il nous semble clair que l'arbitraire a régné en maître. Qui plus est, ces groupes ne peuvent en appeler des décisions des fonctionnaires, décisions qui pourtant touchent leur survie même. Le ministère de l'Éducation a donc ainsi droit de vie ou de mort sur ces organismes.

Pourtant, la Commission d'étude sur la formation professionnelle, la Commission Jean, et le précédent ministre de l'Éducation, Yves Bérubé, avaient proclamé bien haut la légitimité et l'importance du travail réalisé par les organismes d'éducation populaire. Ces derniers rejoignent la partie de la population adulte dont les besoins éducatifs sont les plus criants, ceux-là même que le système éducatif régulier ne réussit pas à combler, parce qu'il ne peut toujours

pas rejoindre cette catégorie de la population la plus démunie.

Les groupes d'éducation populaire ont d'ailleurs largement démontré, dans le passé, leur potentiel de créativité et leur capacité à rejoindre directement cette population en répondant à leurs besoins.

L'ICEA a depuis de nombreuses années défendu l'importance de l'éducation populaire. Nous avons réaffirmé à maintes reprises la nécessité de fournir des budgets adéquats à cette forme d'éducation autonome. Pour l'ICEA, une reconnaissance réelle de l'éducation populaire passe par une injection de fonds qui permettent aux différents groupes d'accroître leurs activités éducatives de façon à ce qu'ils puissent assumer pleinement leur mandat auprès de la population la plus démunie.

Lea COUSINEAU
pour l'exécutif de l'ICEA



Lysiane Gagnon

Avec des amis pareils...

Quel spectacle désolant que ce « roast » organisé en hommage à René Lévesque ! En hommage ? Hé oui, il paraît que c'était un hommage, le pire, c'est que sur place, au dire de ceux qui y ont assisté, c'était encore... pire. Je n'ai vu que ce qu'en a retransmis Radio-Québec dimanche soir. On avait retranché, dit-on, les longueurs les plus intolérables et les éléments les plus vulgaires ou les plus ridicules.

Pour saluer le départ d'un homme qui a été, durant un quart de siècle, la figure de proue du Québec, ses amis n'ont pas trouvé mieux que de copier servilement la formule du « Club Sandwich ». Formule qui n'aurait pas été déplacée si c'avait été, disons, René Giguère ou Denise Filiatrault qu'on avait voulu fêter. Mais René Lévesque ! Vraiment, avec des amis pareils, on n'a pas besoin d'ennemis !

Le Parti québécois, avec lequel M. Lévesque n'était pas, ces derniers mois, dans les meilleurs termes, aura mieux fait les choses. Le spectacle d'adieu au père-fondateur était par certains côtés « kétéine », oui, mais au moins c'était gentil, affectueux et respectueux.

L'humour est le genre le plus difficile qui soit, et l'on ne s'improvise pas humoriste. Exception faite de Guy Fournier et Serge Grenier, qui sont des écrivains humoristes de profession, les discours soi-disant comiques étaient d'une platitude navrante, quand ils n'étaient pas carrément grossiers.

Exemple tire de la bouche de M. Peladeau de la chaîne Québecor, faisant allusion à l'époque où M. Lévesque était chroniqueur dans l'un de ses journaux: « S'il était pas payé plus cher c'est parce qu'il valait pas plus cher crisse ». Ensuite on eut droit au « split avec PET », et à l'un des multiples « cheap shots » à l'endroit du successeur de M. Lévesque qui allaient égarer la soirée: « Même si t'as été slacke, le Musée Tussaud utilisera de la cire Johnson crisse... ». Hommage final: « Avec vous disparaît le meilleur jus de notre presse quotidienne... Un premier ministre c'est comme un journal, quand c'est trop sérieux ça se vend pas crisse. »

Il a fallu subir l'inévitable « Ti-Oui » Laberge, qui regrette de n'avoir jamais joué au poker avec M. Lévesque: « René y paraît qu'il bluffe à l'éc une paire de deux. Moe'ssi. J'l'aurais pogne en crime. »

Ensuite vint l'hommage de Dominique Michel déguisée en Michel Chartrand — « Viarge que chu content d't'écrite à soère », lequel hommage se perdit dans une volée de « hostie », de « viarge » et de « tabarnak ».

De la part d'Yves Michaud, un autre « cheap shot » à l'endroit du nouveau premier ministre Johnson: « Tu laisses une belle gang de « bleus » derrière toi ». Mais lui au moins il parlait en français, et sa conclusion, inspirée des grandes chansons de la Révolution tranquille, laissait passer de la tendresse.

Même Yvon Deschamps, cet artiste de talent, était à son pire. Quelques farces plates sur l'expérience de guerre de M. Lévesque, et quelques divagations tellement minables qu'il s'est senti obligé de nous dire à trois reprises qu'il n'était pas l'auteur de son texte: « Il a marié sa secrétaire à l'agenda, elle lui arrangeait déjà ses journées, elle lui a organisé ses soirées. »

Même les deux maires (MM. Pelletier de Québec et Drapeau de Montréal) qui sont pourtant, dans la vie, des hommes charmants et raffinés, s'en sont mal tirés, le premier livrant un discours acide et blessant (M. Lévesque ne doit guère aimer être comparé à Duplessis), le second récitant un obscur poème où il était question (projection ?) d'un « chef qui ne sait pas s'il reste ou s'il s'en va », et suggérant lourdement à M. Lévesque de bien s'assurer que les pequistes, qui lui ont offert des milliers de dollars en billets d'avion, lui ont réservé un billet de retour. Pas très délicat non plus.

L'hommage du Canada anglais — où, au-delà des affrontements, M. Lévesque a toujours suscité de l'admiration — s'exprimait par la voix d'un Keith Spicer moins jousalisant mais aussi balourd que les autres, qui l'a insolemment comparé à un obscur premier ministre de la Nouvelle-Écosse du siècle dernier.

Savoir exprimer de la tendresse et de la reconnaissance sur un ton léger, et avec humour, c'est tout un art, et c'est pourquoi le numéro de Guy Fournier contrastait tellement avec les autres. Ce n'était pas genial mais c'était correct et drôle: notamment la parodie de la question référendaire — une bonne idée bien exploitée —, qui se terminait par un changement de ton, et par un hommage très senti à « l'âme et la pensée » du héros de la soirée. Serge Grenier aussi avait le ton juste. Son discours contenait beaucoup de références obscures pour le grand public, mais c'était de bon goût. Et après tant de vulgarités et tant d'indélicatesses, l'apparition d'un chanteur de New Carlisle fit entrer au petit écran une grande bouffée d'air frais.

Mais le reste... O le reste ! De « viarge » en « crisse » en passant par les interminables monologues où le riche carrière de René Lévesque en était réduite à un ramassis de ragots et de mornes clichés, on aboutit à une chanteuse sans classe, qui roucoulait à l'adresse du héros: « Ce soir, l'amour est dans tes yeux, mais demain matin, m'aimeras-tu un peu ? Ce soir l'amour est dans ton corps, mais demain matin, m'aimeras-tu encore ? ». Je comprends que Vigneault est passé de mode, mais tout de même. Tout de même !

Et tout cela dans le bruit constant des verres et des bouteilles qui s'entrechoquaient autour des restes du banquet. Un beau programme en vérité, gracieuseté du « Old Boy's Network » de M. Lévesque. Les Old Boys, tout emperlés dans des émotions qu'ils étaient incapables d'exprimer, offraient à celui qui fut un si grand homme politique les grosses farces plates, les gros rires grossiers et les gros sacres épais qui en certains milieux tiennent lieu de sentiments. En regardant, consternée, cet « hommage » à un homme qui non seulement méritait mieux que cela, mais qui ne méritait pas qu'on salue sa sortie de la sorte, je les imaginai, les Old Boys du comité d'organisation et ceux qui se succédaient sur la tribune, comme une bande de vieux petits garçons mal dégrossis incapables de dire « Je t'aime » ou « Je t'admire » ou « Merci pour tout », et qui cachent leur embarras en riant naïvement.

Le spectacle que les Libéraux fédéraux avaient monté, l'an dernier, en hommage à Pierre Trudeau, n'était pas de la meilleure eau: un aréopage d'artistes de second ordre, des discours oiseux... C'était moche mais si l'hommage était de mauvaise qualité, il était au moins respectueux, et seul Marc Lalonde s'était permis des allusions familières, au demeurant parfaitement dignes et réservées. Mais ce « roast » en l'honneur de René Lévesque, il était plus que moche: pathétique. Je me demande d'ailleurs pourquoi Radio-Québec l'a retransmis. Il aurait été mieux que cela ne soit pas montré.

N.B.

- Priorité est accordée sous cette rubrique aux lettres d'intérêt général se rapportant à des articles parus dans LA PRESSE. La concision est de rigueur.
- Les correspondants doivent inscrire lisiblement leurs nom, adresse et numéro de téléphone.
- LA PRESSE ne s'engage pas à publier toutes les lettres reçues, ni à retourner les lettres, manuscrites ou autres documents non publiés.
- L'auteur assume l'entière responsabilité de ses opinions.
- Tout en respectant la pensée de l'auteur, LA PRESSE se réserve le droit d'abréger les lettres selon l'espace disponible.
- Si possible écrire à la machine, à double interligne.
- Prière d'adresser vos lettres comme suit: « Tribune Libre », LA PRESSE, C.P. 4200, succ. Place d'Armes, Montréal, H2Y 3M1.

Un marathon épatant

Le 22 septembre, j'en étais à mon cinquième Marathon de Montréal. J'ai couru ceux de Boston, New York, Ottawa, Toronto et Niagara Falls. J'ai terminé à plusieurs reprises, dont celui-ci, sous les trois heures.

Alors pourquoi cette joie immense d'avoir participé à ce marathon comme si j'en étais à mon tout premier ?

L'organisation, les bénévoles, le parcours, les services, la sécurité étaient sans lacunes, car nous savons que depuis 1979, le Comité du Marathon international de Montréal prend un soin jaloux de ses coureurs. Mais la raison première pour laquelle je me sentais si heureux et si fier d'avoir participé à la septième édition du Marathon de Montréal, ce sont les spectateurs. Les centaines de personnes massées sur et autour du pont Jacques-Cartier. La vieille dame sur Saint-Zotique qui criait: « Lâchez pas les garçons et les filles ». Les résidents d'un Foyer qui, alignés sur leurs

fauteuils roulants, nous encourageaient si chaleureusement. Les enfants sur Rosemont qui nous tendaient des morceaux d'orange. Le monsieur à la casquette des Expos sur Papineau qui arrosait avec son boyau de jardin ceux qui le voulaient bien. La petite fille qui tenait une affiche sur laquelle était écrit: « T'es capable papa ». Mes parents et amis qui nous suivaient un peu partout. Les milliers de personnes pressées les unes contre les autres à l'arrivée qui criaient si fort que l'on entendait à peine la voix de l'animateur.

A tous « un gros merci » et à l'an prochain.

Je tiens également à remercier le quotidien LA PRESSE pour ses reportages tout au long du mois de septembre.

La fierté à un marathon, celui de Montréal.

Michel PELLETIER
dossard 545
Verdun

LIBRE OPINION

Ce qu'attend le Québec de son premier ministre

Avant tout, une personnalité chaleureuse, souriante, capable de tendre la main à ses adversaires comme à ses partenaires pour leur dire qu'il ne détient pas le pouvoir politique de ses vertus personnelles mais surtout de la confiance de ses compatriotes. Nous aimerions le retrouver attentif à nos problèmes parce qu'il les vivrait au même palier que nous, non plus jamais isolé dans son « bunker » ou ses retraites boisées, protégé de nous tous par une escorte de conseillers et de gardiens de sécurité. Nous lui demanderons de ne plus nous imposer sa propre vision des choses mais de tenir compte de l'opinion des siens.

Solange CHAPUT ROLLAND

Jamais plus les Québécois ne suivront aveuglément un chef qui les dirigera par-dessus leur tête. Car ils sont devenus ces dernières années critiques des slogans creux inventés par des experts avant tout désireux de faire passer leur message, rarement les nôtres. Nous sommes plus impliqués que jamais dans notre évolution car nous avons compris qu'elle dépendait de notre dynamisme non plus seulement des initiatives de l'État.

Nous avons pris collectivement et majoritairement le célèbre virage fédéralisant qui a fait reculer un grand nombre de partisans de M. Lévesque, mais nous n'avons que faire de tous les orthodoxes de thèses dépassées par le courage et la vigilance du plus grand nombre. Je souhaite que le futur premier ministre, libéral ou péquiste, ne se tourne plus vers les sources de notre patrimoine mais cherche à les renouveler pour que jaillissent de nos terres en jachères de nouvelles façons de voir, de gouverner, de créer, de vivre, et surtout de participer aux activités du pays et du continent.

Je souhaite à ce futur premier ministre de reléguer dans la mémoire du temps le vocabulaire suranné des colonisés subjugués par Ottawa pour le remplacer par celui de citoyens libres de donner toute leur mesure sachant que l'heure est venue de remplacer l'indépendance collective par l'indépendance individuelle, source de jaillissement et de « self-confidence ». Un peuple n'est pas tissé uniquement de chair et d'os; il est de substance et d'essence: autant il a besoin de sécurité économique pour se lancer à la conquête des sommets de la réussite, autant en son âme profonde, il a besoin de laisser chanter sa poésie, de sculpter ses rêves, de former son esprit.

Si le peuple se durcit sur lui-même parce que le chef demeure sourd à sa musique intérieure, l'audace, la hardiesse, le génie créateur seront paralysés.

Le futur premier ministre devra harnacher nos forces vives à tout nos espoirs déçus pour revigorer l'État du Québec et en faire une

des régions les plus dynamiques, les plus excitantes du pays. Si nous ne faisons plus peur à personne au plan constitutionnel, nous sommes encore capables d'éblouir nos compatriotes par notre joie de vivre enfin retrouvée, par notre ouverture d'esprit et notre volonté de devenir encore plus accessibles à qui voudra vivre avec et parmi nous.

Il reste cependant une confusion à dissiper dans le clan de Pierre Marc Johnson avant que ce nouvel équipage politique se lance dans la course à la victoire électorale. Comment arrivera-t-il à nous convaincre que le Québec de Johnson est celui de « la franchise », selon sa belle expression, si le premier ministre choisi ne renonce pas clairement aux articles 1 et 2 du programme souverainiste de son parti. En 1985, il est encore permis d'être nationaliste et fédéraliste, nationaliste et péquiste, nationaliste tout court. Mais tenter de former la quadrature du cercle en se disant fédéraliste et souverainiste, m'apparaît peu digne de cette franchise que M. Johnson veut instaurer dans un Québec qui attend des paroles claires, des propositions sans équivoques, des politiques limpides et sans arrière-pensée de ceux à qui il confiera la gouvernance de notre société. Nous avons perdu tout près de vingt-cinq ans en paroles creuses, grandiloquentes, répétitives, en colloques de tous genres à la grandeur du pays, pour définir la société du Québec et sa place dans ou hors de la fédération canadienne.

Finissons-en une fois pour toutes; si toutes les propositions du Québec ne sont pas acceptables par le premier ministre Mulroney, paraphons au moins celles qui le sont et passons à un autre sujet.

Je demande au futur premier ministre de ne pas se laisser entièrement dominer par les querelles ou les discussions Québec-Ottawa, de ne pas encore une fois employer toute son énergie à se dresser contre l'inévitable. Aucun premier ministre n'a jusqu'ici réussi à changer le fédéralisme canadien pour l'adapter aux seuls besoins de sa province, mais il demeure encore possible, si la volonté fédérale enfin se mettrait de la partie, d'assouplir notre régime politique pour que les provinces deviennent les partenaires du gouvernement central et cessent d'être les parents pauvres dans un pays qui est d'abord tributaire de la richesse de ses régions.

Nous sommes d'ores et déjà entrés dans une nouvelle ère politique; qui gagnera les prochaines élections? Qui deviendra le grand ténor de cette province tant de fois chamboulée qui aspire à travers sa jeunesse endiablée et la sagesse douce de ses aînés, à se prendre en mains sans toutefois vouloir encore une fois récrire son histoire en mettant sa foi dans le pays à l'épreuve tous les quatre ou cinq ans.

Après Ramsès et Picasso

L'éditorialiste Jean-Guy Dubuc applaudit avec raison le succès retentissant connu par l'exposition Ramsès II au cours de l'été. (éditorial du 16 septembre). En plus de souligner avec justesse les avantages d'amener chez nous ces témoignages d'une civilisation grandiose, il exprime le souhait, partagé par tous, que les Montréalais puissent souvent revivre d'autres expériences semblables.

Il est malheureux cependant qu'il se serve de cet événement unique pour déprécier l'histoire et la culture d'ici avec un manque de rigueur auquel les éditorialistes de votre journal ne nous ont pas habitués. Comme si la grandeur de l'histoire et de la culture se mesurait par son ancienneté ou sa provenance! Une visite de musées des Canadiens pourrait facilement montrer que, pour peu qu'on leur en donne les moyens, les muséologues du Canada, et même, ne lui en déplaise, du Québec sont aussi capables de produire des expositions susceptibles de fasciner un public avide d'en connaître et d'en voir toujours beaucoup plus.

L'éditorialiste semble ne juger la valeur de Ramsès, que par sa rentabilité économique. Faut-il vraiment se limiter aussi bêtement à la seule appréciation de ses bénéfices monétaires pour évaluer le succès d'un événement comme celui-là. L'exposition Ramsès II, et celle de Picasso, n'ont-elles pas démontré que, lorsqu'on se donne la peine de présenter des expositions

convenables et de les entourer d'une publicité adéquate, le public montréalais et québécois profitera de ce que ses musées ont à lui offrir. Serait-il utile de se lancer dans d'autres méga-projets culturels « rentables » sur le plan économique, si ces efforts ne servaient qu'à priver nos propres institutions culturelles des investissements nécessaires à leur développement? À quoi servirait l'importation des manifestations culturelles de l'extérieur si on ne parvenait pas, à travers ces exemples, à stimuler nos propres efforts de recherche et de présentation de notre propre expérience culturelle? Ce n'est qu'à ce titre que des événements culturels comme ceux de l'été pourront engendrer les seules retombées qui devraient compter, celles qui amèneront les intervenants culturels d'ici à préparer et à présenter des expositions intéressantes qui pourront attirer les publics d'ici et d'ailleurs.

Notre histoire et notre culture ont besoin de stimulants comme Ramsès II et Picasso. Nous nous appauvririons très vite, cependant, si nous nous contentions d'importer la culture d'ailleurs, sans égard à notre histoire et à notre propre culture.

Marcel CAYA
directeur
Musée McCord

Je ne peux comprendre ni la lecture ni l'interprétation ni les insultes de mon correspondant.

J.-G. D.

Le cas du petit Zurlo

Mme Huguette Roberge

Je vous écris pour corriger certaines informations, portant à confusion, contenues dans votre article du 21 septembre, concernant le décès du petit Zurlo.

Votre article mentionne que « le Comité de la protection de la jeunesse blâme aussi le directeur de la protection de la jeunesse du Centre de services sociaux juifs à la famille ». En fait, d'après une enquête approfondie faite par le Comité de la protection de la jeunesse, le comité a été incapable de savoir ce qui s'est passé.

Votre article indique qu'un « signalement aurait été fait en fin d'après-midi... et l'appel est demeuré sans suite ». Ceci pourrait suggérer qu'un appel aurait été reçu par notre département, sans pour cela donner suite à ce signalement.

D'après nos informations, la gardienne du petit Zurlo a révélé ses inquiétudes à un CLSC local et a voulu avertir notre département de la protection de la jeunesse. Elle essaya de nous atteindre, et il semble que la réceptionniste téléphonique lui aurait dit que les lignes du département de la protection de la jeunesse étaient occupées. Il est donc clair, et la personne concernée l'a affirmé au Comité de la protection de la jeunesse, qu'elle n'avait laissé ni nom, ni indications sur la nature de la plainte. D'après le rapport du

CPJ « la personne concernée admet pour sa part n'avoir pas insisté auprès d'un service; elle n'a pas placé de second appel ».

Les recommandations qui nous sont parvenues du Comité de la protection de la jeunesse étaient de nous assurer « qu'en tout temps des personnes qualifiées soient disponibles pour répondre sans délai au signalement ». Ces recommandations ont déjà été mises en œuvre depuis un certain temps: du personnel qualifié est disponible pour répondre aux appels de 9 h à 17 h sans interruption. Un service continu pour les urgences sociales, le soir et les fins de semaine, existe aussi. Nous avons cependant amélioré le service téléphonique depuis ce tragique incident, afin de nous assurer que du personnel supplémentaire soit disponible pour recevoir les appels téléphoniques pour les cas où la personne désignée aux signalements soit occupée.

Je voudrais assurer vos lecteurs, que les services du département de la protection de la jeunesse du Centre de services sociaux juifs à la famille continuent à maintenir un maximum de disponibilité afin de répondre aussi rapidement que possible à la réception des signalements.

Robbin Steve M. SOLOMON
directeur de la
Protection de la jeunesse

Les bacheliers de l'ÉTS

M. André Noël

Dans l'article « L'École de technologie supérieure se penchera sur la robotisation » qui a paru le 26 septembre, vous avez mentionné qu'aucune corporation professionnelle ne protège les bacheliers de l'ÉTS. Il semble toutefois que l'on vous a mal renseigné.

Premièrement, il serait important que vos lecteurs sachent que la mission première et principale de toutes les corporations professionnelles est de protéger le public et non pas de protéger leurs membres.

Deuxièmement, vos lecteurs devraient être informés du fait que les bacheliers de l'École de technologie supérieure peuvent être membres d'une corporation professionnelle, soit celle de l'Ordre des technologues des sciences ap-

pliquées du Québec. En effet, pour être admis à l'ÉTS, les candidats doivent détenir un DEC professionnel en techniques physiques ou l'équivalent. Ce diplôme (DEC professionnel) se constitue le critère minimum pour être admis à l'Ordre des technologues au titre de technologue des sciences appliquées.

Done, les bacheliers de l'École de technologie supérieure peuvent s'ils le désirent, faire partie d'une corporation professionnelle reconnue par le Code des professions du Québec. Il n'en tient qu'aux bacheliers de l'ÉTS de joindre les rangs d'un organisme qui les reconnaît et ainsi pouvoir profiter de services d'un groupe qui compte 6.000 membres spécialisés dans vingt-quatre secteurs technologiques.

Le président
Denis J. DUBOIS, T.Sc.A.



L'AVANTAGE DE LA QUALITÉ ET DES VALEURS SÛRES

OFFRE TEMPORAIRE SUR L'ESCORT ET LA LYNX:

choisissez
entre une
remise en
argent de

400\$ de Ford

ou

un plan de
location à
partir de

149\$ par mois.



LA FORD ESCORT 1986

La voiture la
plus populaire du monde.

Économisez **632\$**



LA MERCURY LYNX 1986

Polyvalente, pratique
et économique!

Économisez **632\$**



LA FORD TEMPO 1985

La voiture la plus
populaire du pays.

Économisez **936\$**



LA LTD
CROWN VICTORIA 1986

La grande routière
traditionnelle.

Économisez **981\$**



LA GRAND MARQUIS 1986

Luxe et confort pour
6 personnes.

Économisez **981\$**



LA MERCURY TOPAZ 1985

La reine des compactes
à traction avant!

Économisez **936\$**



LA FORD MUSTANG 1986

La voiture sportive la
plus populaire du pays!

Économisez **972\$**



LE RANGER 1986

Le camion compact le
plus populaire du pays!

Économisez
jusqu'à **1468\$**



LES PICK-UP SÉRIE F 1986

Les camions standard
les plus populaires du pays.

Économisez
jusqu'à **2 175\$**



LA MERCURY CAPRI 1986

Fougueuse et drôlement
excitante!

Économisez **936\$**



LA
FORD THUNDERBIRD 1986

Une véritable machine
de rêve!

Économisez **981\$**

LA QUALITÉ
Les voitures et camions nord-
américains les mieux construits.

LES VALEURS SÛRES
Valeurs sûres toute l'année -
valeurs spéciales aujourd'hui.



La qualité, chez Ford, passe avant tout.



LA MERCURY COUGAR 1986

Conçue pour coller à
la route!

Économisez **981\$**

Les économies susmentionnées sont déterminées à partir du prix de vente suggéré par le fabricant à l'achat d'un groupe-options spécial offert sur certains modèles de voitures, ainsi qu'à l'achat des groupes-options "Grosses corvées" et Explorer sur certains modèles de camions. Le groupe-options climatiseur offert sur les Thunderbird, Cougar, Crown Victoria, Grand Marquis, Tempo et Topaz ne comprend pas la taxe d'accise fédérale. Certains concessionnaires peuvent ne pas disposer de véhicules spécialement équipés pour livraison immédiate. L'offre susmentionnée, d'une durée limitée, s'applique à tous les modèles Escort et Lynx 1985, 1985½ et 1986. La remise en argent de 400 \$ s'applique sur les voitures en stock vendues à des particuliers avant le 20 novembre. Cette offre peut aussi être combinée au rabais de 632 \$ sur le groupe-options spécial, tel qu'indiqué. Offert par Crédit Ford du Canada sur un programme de location Tapis Rouge, la mensualité de 149 \$ est basée sur le prix de vente suggéré par le fabricant d'une Ford Escort Pony 1986 ou d'une Lynx "FS" 1986 et sur un bail forfaitaire de 48 mois. Transport, taxes, assurances et immatriculation en sus. Les concessionnaires peuvent louer pour moins. Des tarifs de location préférentiels sont aussi offerts sur tous les nouveaux modèles Escort et Lynx. Tous les détails chez votre concessionnaire Ford ou Mercury participant.

Don Getty succède à Peter Lougheed en Alberta

■ EDMONTON — Don Getty, un ancien joueur de football et un des principaux participants dans le conflit pétrolier entre le fédéral et l'Alberta, est devenu, dimanche, le nouveau leader du Parti progressiste-conservateur de l'Alberta et le 11^e premier ministre de cette province.

L'ex-ministre de l'Énergie dans le gouvernement Lougheed, qui était retourné à la vie privée au cours des six dernières années, a eu raison du ministre des Affaires municipales Julian Kozlak, de Calgary, et de l'avocat Ron Ghitter, à ce congrès pour le leadership du PPC.

Le grand favori des observateurs dès l'annonce de sa candidature, il n'a pas moins fallu deux tours de scrutin à Don Getty pour prendre le contrôle d'une formation qui détient 75 des 79 sièges de la législature d'Edmonton, soit la plus imposante majorité du pays.

Lors du second tour, Getty a recueilli 1 061 votes contre 827 pour son adversaire Kozlak, soit une majorité de 234 voix. Dès l'annonce de sa victoire, Don Getty, un ex-athlète aux tempes grises âgé de 52 ans, n'a pu retenir un pro-

fond soupir de soulagement. Après avoir embrassé sa femme et ses enfants, il s'est faufilé tant bien que mal à travers une mer de partisans pour se rendre sur la scène pour y prononcer un bref discours de victoire.

Appel à l'unité

Flanqué de ses deux adversaires et du premier ministre sortant Peter Lougheed, il a lancé un vibrant appel à l'unité.

« Je serai des plus heureux de pouvoir compter sur vous au sein de mon équipe ministérielle », a-t-il assuré ses adversaires, à la grande joie des 4 000 partisans, dont la moitié étaient des délégués, qui applaudissaient à tout rompre.

Par la suite, il devait confier aux journalistes qu'il lui faudra songer à choisir une date pour des élections générales prochaines, mais il a laissé entendre qu'il cherchera d'abord à se faire élire à la faveur d'une élection complémentaire.

Il n'a pas dit dans quelle circonscription il compte se présenter, mais il a représenté le comté d'Edmonton Whittemud de 1967 à

1971. Ce comté est actuellement représenté par Keith Alexander, un ardent supporter de M. Getty.

Un proche collaborateur de Peter Lougheed, Don Getty était considéré par la plupart des observateurs comme le candidat de la continuité. Mais tout au cours de la campagne au leadership, qui a duré trois mois, il a insisté qu'il se proposait d'apporter des modifications au style de gouvernement en Alberta.

« Nous allons être à l'écoute de la population au niveau de la masse. Je serai accessible », a-t-il assuré.

Il a également suggéré au cours de la campagne qu'il examinera la possibilité de puiser à même le fonds Héritage de l'Alberta, dont les actifs sont évalués à plus de \$14 milliards, pour venir en aide aux producteurs céréaliers de la province aux prises avec la sécheresse.

M. Getty sera vraisemblablement assermenté comme premier ministre d'ici à trois semaines, quoique aucune date n'ait encore été fixée pour la passation des pouvoirs.

À l'instar de son prédécesseur Peter Lougheed, Don Getty, qui est originaire de Montréal mais qui a vécu en Ontario jusque durant les années 50, a évolué pour les Eskimos d'Edmonton de la Ligue canadienne de football dans les années 50. Il porte fièrement au doigt l'une des deux bagues de la coupe Grey qu'il a méritées comme quart-arrière. Quelques-uns de ses anciens coéquipiers étaient présents à la convention de la fin de semaine pour lui donner un coup de main.

Don Getty, qui a fait ses débuts en politique provinciale en 1967, est l'un des six tories originaux élus à la législature d'Edmonton cette année-là.

Quand Peter Lougheed et les conservateurs ont mis un terme, en 1971, à 36 ans de régime créditiste, Getty est devenu ministre des Affaires intergouvernementales. Mais ce n'est qu'en 1975, quand le premier ministre lui a confié le portefeuille-clé de l'Énergie, que Don Getty a fait parler de lui sur la scène politique nationale.

Il a largement contribué à ce ti-

tre à la bataille contre Pierre Elliott Trudeau et les libéraux fédéraux au sujet du contrôle des richesses pétrolières dont l'Alberta recelle.

Dans son discours au congrès de leadership, il a dit qu'il est prêt à lutter contre Ottawa chaque fois que le gouvernement fédéral tentera d'empiéter dans un domaine qui relève de la compétence provinciale.

— Presse Canadienne

Le Canada des autres

Michel Vastel



Douteuse victoire

■ OTTAWA — Le nouveau premier ministre de l'Alberta, Donald Ross Getty, n'est pas un inconnu sur la scène politique canadienne.

En 1974, le lieutenant de Peter Lougheed, qui faisait le coup de force contre la première politique énergétique d'Ottawa, résistait ainsi à sa pensée sur Pierre Elliott Trudeau: « C'est un autocrate et un dictateur, un dilettante, un universitaire formé par les jésuites, un philosophe marxiste. »

Et Donald Macdonald, l'homme de main de Pierre Trudeau, lui renvoyait l'insulte: « Getty crache encore son venin. »

Mais depuis, Getty et Macdonald partagent des déjeuners au Petroleum Club de Calgary et font des affaires ensemble. Comme si on leur avait fait jouer à l'époque un rôle qui ne leur convenait pas.

Avec son physique à la Clint Eastwood, Don Getty a souvent dû jouer des rôles de « brute » et de « truand » dans la politique albertaine alors qu'on le prétendait fait pour un rôle de « bon ». Quinquagénaire, six pieds, un peu plus de 200 livres, le bronze régulièrement remis à jour dans sa résidence de Palm Springs en Californie, cet ancien quart-arrière des Eskimos d'Edmonton a tout pour plaire: une femme séduisante, quatre garçons tellement bien bâtis qu'il leur arrive de servir de modèles, quelques millions de dollars dans le pétrole et une ferme de 110 hectares où il entraîne ses quatre chevaux de course.

Une victoire douteuse

Pourtant, Don Getty vient peut-être de remporter une victoire à la Pyrrhus. On doute tellement de lui en Alberta qu'on évoque à son sujet le « syndrome Turner ».

Mis en ballottage au premier tour de scrutin dimanche, même à 29 voix seulement de la victoire, Don Getty n'a pas réussi à obtenir le couronnement qu'on attendait de lui. Plus grave encore, il arrachait sa victoire contre les vrais albertains et les réformistes de son parti.

Son principal adversaire, Julian Kosiak, d'origine ukrainienne, représentait la nouvelle génération de pionniers qui ont colonisé l'Ouest à la force de leurs poignets. Ron Ghitter, dont les 428 voix en ont surpris plusieurs, amenait avec lui les réformistes. (Ghitter avait lui-même quitté le parti en 1979, en désaccord avec les tendances interventionnistes de Peter Lougheed comme l'achat de Pacific Western Airlines, et l'usage abusif du Fonds du Patrimoine).

Don Getty lui-même, bien que populaire dans l'establishment albertain comme tous les hommes d'affaires qui ont réussi, n'a pas de racines profondes dans l'électorat albertain:

né à Westmount, élevé à Toronto, diplômé en administration de Western (Ontario), c'est un personnage suspect. Le grand-père de Peter Lougheed au moins, Sir James Lougheed, se battait au Sénat au début du siècle pour l'autonomie de sa province;

Don Getty n'a rien d'un découvreur ni d'un défricheur: Baldonnel Oil & Gas n'a pas découvert un seul baril de pétrole et son haras ne produit ni blé ni boeufs de boucherie. Il quitte même la direction d'une entreprise de forage, Nortek, qui vient de supplier la Banque Royale de restructurer une dette de \$7,3 millions.

Le plus grand titre de gloire de Don Getty, c'est d'avoir vécu toute sa vie en dauphin de Peter Lougheed lui-même. C'est un membre du « patio group », ce petit cercle d'intimes qui aidait en 1965 Peter Lougheed à fonder le Parti conservateur de l'Alberta, l'un des six à être entré avec lui à la législature d'Edmonton, le noyau qui mina de l'intérieur une dynastie créditiste vieille de 28 ans.

Dans les années 70, et surtout après le premier choc pétrolier de 1973, Don Getty devint l'homme de main de Peter Lougheed plutôt que son mentor. Sa principale réalisation fut la fondation de Syncrude, après une difficile négociation avec les multinationales du pétrole.

Les handicaps de Don Getty sont donc nombreux: il souffre mal la comparaison avec Peter Lougheed, toujours plus populaire que son propre parti alors que Getty, après six ans d'absence, commençait à se faire oublier.

Le nouveau premier ministre albertain veut « refaire le coup de Syncrude » en développant une autre usine d'exploitation des sables bitumineux. Il veut puiser dans le Fonds du Patrimoine pour financer les fermiers de l'Ouest en difficulté. Il a commencé, enfin, à s'attaquer à l'appétit de l'Ontario pour le pétrole et le gaz albertain.

Privé de la cible favorite de Peter Lougheed, Pierre Trudeau, le nouveau chef conservateur est à la recherche d'un nouveau bouc émissaire. Si ce n'est pas David Peterson, on peut s'attendre à ce que Don Getty (qui appuyait ouvertement John Crosbie dans la campagne à la direction du Parti conservateur national) s'en prenne à Brian Mulroney lui-même.

La fin d'une dynastie?

Le nouveau premier ministre de l'Alberta est cependant coincé entre deux choix difficiles: transformer le « parti de Peter Lougheed » en « parti de Don Getty » ce qui, après une campagne aussi difficile et parfois maladroite, ne sera pas une sinécure. Ou tenir le pari qu'on peut faire du « parti de Peter Lougheed » un vrai parti conservateur provincial.

Mais en Alberta, comme au Québec, la politique n'a rien de conventionnel. On nourrit la hantise de se faire diriger par une « succursale d'Ottawa ». À l'instar de l'Union nationale de Maurice Duplessis ou du Parti québécois de René Lévesque, les partis créditistes d'Ernest Manning ou le Conservateur de Peter Lougheed n'avaient de parenté que le nom avec les partis nationaux.

On a donc l'impression en Alberta que le compte à rebours est commencé. Comme les héritiers de la deuxième génération, Don Getty a le choix entre consolider une nouvelle dynastie ou dilapider rapidement l'héritage de Peter Lougheed.

La propension des Albertains à ne rien faire comme les autres suggère qu'il ne faut pas regarder du côté des libéraux de Nick Taylor, ni du côté des néo-démocrates de Ray Martin.

La législature albertaine se compose actuellement de 75 conservateurs, deux néo-démocrates et deux indépendants. Il faudra surveiller, à la faveur des prochaines élections, si n'arrive pas au parlement d'Edmonton quelque Peter Lougheed flanqué de son « Groupe des six ». Cela pourrait même s'appeler... le « Representative Party ».

MAZDA REDÉFINIT LES NORMES DES «PETITS» CAMIONS



ESSAYEZ LA CAB PLUS 1986

Si son habitabilité et son luxe ne suffisent pas à vous séduire, son prix y parviendra sans difficulté.



JAC/AUTO LTEE

626-8120

3612, boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux

Nous vous offrons plus et mieux.

Tout un concours! PRÊT-AUTO... MATIQUEMENT

PAYÉ

Votre décision est prise; vous achetez une voiture ou une camionnette. Venez nous rencontrer à la Banque de Montréal, nous avons une occasion en or pour vous.

Jusqu'au 7 décembre 1985, lorsque vous obtenez un prêt-auto d'au moins \$4 000 et d'une durée minimum d'un an, vous devenez admissible au concours «Prêt-auto... matiquement payé». Les dix gagnants de ce concours verront leur prêt-auto... matiquement acquitté, en entier, par la Banque de Montréal. N'est-ce pas là une occasion en or!

De plus, durant la même période, vous bénéficiez d'un taux d'intérêt spécial sur votre prêt-auto.



Banque de Montréal
Toujours plus pour vous

Renseignez-vous

* Le taux indiqué s'applique seulement aux véhicules neufs • Peut varier sans préavis • Intérêts calculés mensuellement



**Une BMW 735i
à un prix
super attrayant**

Économisez gros sur le prix de détail suggéré en investissant dans une de nos BMW 735i modèle 1985 encore en inventaire et évitez l'augmentation des prix de 1986.

Mais hâtez-vous car nous ne disposons que d'un nombre très limité de 735i qui doivent rapidement faire place au modèle 1986.



BMW-CANBEC

5055, rue Paré

L'opinion de rue qui nous conduit de Jean Talon, à l'est de Décarie

TÉL.: 731-7871

**Durée d'un an
11 1/2 %**



Enfin, la route nous appartient ! Malgré la pluie qui faisait luire le macadam, l'euphorie de la victoire flottait dans l'air au départ des 3 500 cyclistes qui ont inauguré le Tour de l'Île de Montréal dimanche matin.

photos Robert Mailloux, LA PRESSE

Malgré la bruine, 3 500 fervents du vélo ont fait un joyeux Tour de l'Île

■ Dimanche matin, 9 h, au coin des rues Benoit et Pierre de Coubertin: 3 500 fervents de la pédale attendent le signal du départ du premier Tour de l'Île de Montréal. Malgré la petite bruine grise, les cyclistes rayonnent de bonne humeur et de fierté.

CAROLE THIBAUDEAU

Car c'est le jour de gloire de la « petite reine », le triomphe des mollets sur les moteurs, la revanche des écologues. La bicyclette a cent ans cette année, et Vélo-Québec en a 20. Autant de prétextes à fêter qui se marient à l'inauguration du circuit de 60 km de l'est de Montréal, promis depuis longtemps par plusieurs ministres (transports, tourisme, alimentation, loisirs, environnement) et par les édiles municipaux.

Le gouvernement du Québec a versé \$2,3 millions pour parachever les derniers 28,9 kilomètres qui manquaient encore au circuit, et la ville de Montréal y est allée d'un montant équivalent.

Bien campés chacun sur sa bécane, du ressort plein les mollets, le cœur chaud, les participants ne sont que rires, mots d'humour et satisfaction. Cela fait longtemps qu'on rêvait d'occuper

toute la rue sans la partager avec les automobiles. Aujourd'hui, revanche et délices, le rêve se concrétise.

La marée de vélocycles à deux roues rappelle des images de Pékin ou de Shanghai. Beaucoup de jeunes, un ou deux membres de l'âge d'or, beaucoup de dix-vites, mais aussi des bicyclettes de villes. Il y a un nombre étonnant de parents avec un bébé sur un petit siège à l'arrière ou encore avec de jeunes enfants dans un petit chariot. Un père donnera le biberon à son rejeton à la halte du diner. Des écologistes, commente un spectateur, qui ne fument pas, font du plein-air et doivent aimer le yogourt !

Arrête donc de faire des acrobaties, Robert ! lance une petite fille de dix ans à son compagnon du même âge. Un peu plus loin la jeune Nicole (c'est du moins le nom écrit sur son casque), environ 7 ans, pédale à toute vitesse, la langue entre les dents, rose d'excitation, jubilante de côtoyer tant d'adultes sur deux roues.

Première halte: Visitation

L'enchantement véritable se produit sur la piste du boulevard Gouin, qui quitte la route et passe sur le parc de l'Île-de-la-Visitation, le segment le moins urbain de l'itinéraire. Que le décor est beau avec les feuilles multicolores ! La petite pluie fine ne compte pas, quand on a les muscles chauds et les yeux comblés. On fait une halte, on boit et on mange un peu.

L'atmosphère du relais ressemble à celle des courses de ski de fond: l'enthousiasme et l'énergie des sportifs réchauffe le cœur autant que le café des bénévoles.

• Ça me rappelle la Hollan-

de », relate Bruno, en roulant à côté de l'envoyée de LA PRESSE. Ce montréalais va tous les jours travailler à bicyclette. Fait à signaler, le consul de Hollande, H.J. Van Pesh, était sur la piste, signe de solidarité envers cette grande confrérie des cyclistes.

La goutte qui fait déborder

Pour ceux qui ont un petit problème d'équipement, l'absence d'un pantalon imperméable ou les pieds froids et mouillés, l'inconfort a commencé à dépasser les bornes dans le dernier tiers du trajet. Vers 13 h dimanche il pleuvait à boire debout. Un temps à ne pas mettre une bicyclette dehors !

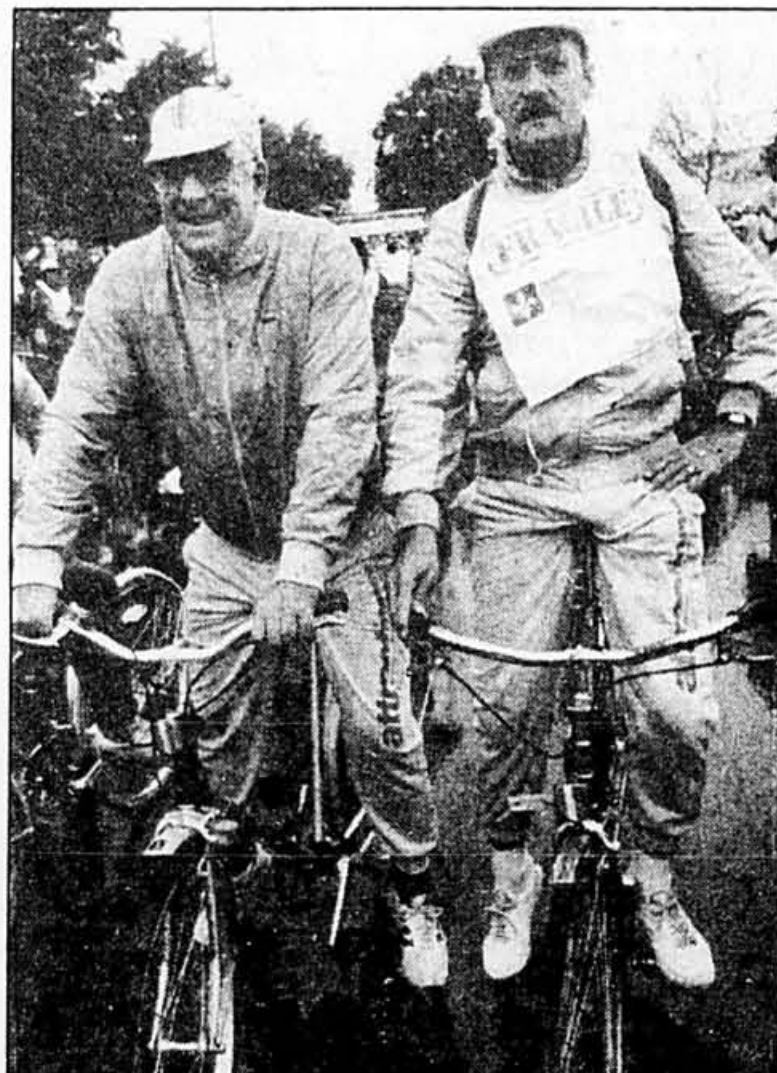
Le long des 15 km qui relient le Collège Saint-Jean Vianney au Parc Honoré-Mercier, la pluie fait déborder la coupe de tolérance, dans ce trajet déjà passablement terne. Dans une odeur mi-pétrole mi-œufs pourris, les gros réservoirs cylindriques se succèdent les uns après les autres. On se surprend à penser que la fermeture des raffineries de l'est de la ville n'est peut-être pas une si triste chose !

Le peloton des célébrités s'est progressivement dégarni. Beaucoup de cyclistes ont pris l'autobus à la troisième halte, celle du Collège Saint-Jean-Vianney. Le ministre Guy Tardif (transports), a complété les 60 km. Les deux Louise Roy en tandem, l'une présidente et directrice de la STCUM et l'autre coordonnatrice de Vélo-Québec, ont allègrement complété le circuit.

Appelé à prendre la parole dans le cadre du spectacle de clôture, le ministre Tardif a annoncé la formation d'un groupe de travail visant l'intégration des aménagements cyclables au tissu urbain.



Les deux Louise Roy en tandem ! A l'arrière, la présidente et directrice de la STCUM et à l'avant, la coordonnatrice de Vélo-Québec, ont allègrement parcouru la totalité du circuit.



Dans le peloton des célébrités: Pierre Desmarais II, président de la Communauté urbaine de Montréal et Guy Tardif, ministre québécois des transports.



Les inévitables aléas de toute course... La chaîne cassée, il faudra terminer à pied. Mais ce jeune sportif prend la chose du bon côté.

Des moyens de pression dès ce matin dans les magasins Miracle Mart

■ Les clients de Miracle Mart ne devront pas se surprendre si, à compter de ce matin, tout le personnel quitte soudainement le magasin sans même s'occuper d'eux !

MARIO FONTAINE

Le syndicat qui représente ces 1 500 travailleurs a en effet opté pour la tactique des « mini-grèves » ce week-end, après avoir rejeté les propositions de la compagnie en vue du renouvellement de leur convention collective.

Ces débrayages sporadiques ne dureront toutefois que quelques heures de suite, et dans seulement deux ou trois magasins à la fois. Pas de quoi vraiment gêner les consommateurs, mais assez pour faire pression sur la compagnie.

C'est du reste sans équivoque que les employés de ces magasins ont refusé les offres du groupe Steinberg, propriétaire de la chaîne Miracle Mart: 99,6 p. cent des 382 syndiqués présents à l'assemblée de dimanche matin ont voté en ce sens. De fait, un seul syndiqué a accepté les offres.

Ce premier vote fut suivi d'un deuxième scrutin secret, dans lequel 94,8 p. cent des participants confiaient à leur exécutif syndical le mandat de déclencher des moyens de pression au moment opportun, y compris la

grève générale. Mais le syndicat ne veut pas aller jusque là dans l'immédiat, préférant donner quelques coups de semonce auparavant.

De nouvelles rencontres de négociation sont prévues pour jeudi et vendredi. « Nous en avons déjà eu sept, qui se sont assez mal déroulées. La compagnie se contente de dire que ça va mal, sans aucunement tenir compte des demandes des employés », déclare le président du local 502 de l'Union des employés de commerce, M. Michel Brunet.

Quatorze magasins de la région de Montréal risquent de connaître ces soubresauts, et cinq en province pourraient les imiter: un à Sherbrooke, Trois-Rivières et Québec, et deux dans le Bas du fleuve. Le droit de grève est acquis depuis le 21 septembre.

Jamais le dimanche

Parmi les points en litige, on remarque la durée de la convention collective (l'employeur propose 30 mois, le syndicat veut un contrat de deux ans), les salaires (gel d'un côté, augmentation de cinq p. cent par année de l'autre, sans compter une diminution de la semaine de travail — de 38 à 35 heures —, ce qui porte la demande syndicale à 12 p. cent), ainsi que les avantages sociaux.

Un autre élément vient aussi compliquer la situation. Des

1 500 membres du syndicat, pas moins de 1 200 travaillent à temps partiel. Le syndicat réclame pour eux la parité de salaire avec les permanents, ce qui se traduirait par une hausse de leur traitement de 17 p. cent la première année.

L'ouverture des magasins le dimanche pourrait se concrétiser lorsque les tribunaux se seront prononcés sur une requête en ce sens. Mais cette possibilité n'emballa pas outre mesure les travailleurs. Selon M. Brunet, cela va simplement déplacer les heures de travail, de la semaine vers le dimanche. Les gens n'achèteront pas plus, mais étaleront simplement davantage leurs achats.

Les reculs de 1983

Miracle Mart avait dû fermer ses portes durant quatre jours et demi en 1983, à la suite du débrayage de ses employés. Ceux-ci avaient finalement accepté de subir des reculs, en cette année où la récession faisait encore sentir ses effets sur l'ensemble de l'économie, et tout particulièrement sur les grandes surfaces.

L'automne est la période de l'année la plus achalandée pour ce type de commerce, et une grève y prend donc des proportions considérables. De plus, Miracle Mart vient tout juste de rénover son magasin de la Place Versailles, en lui donnant un style High Tech, style qui servira de modèle aux autres.

JACK STEINBERG EST DÉCÉDÉ

Menace de grève aux supermarchés Steinberg

■ L'heure n'est décidément pas à l'optimisme chez les Steinberg. L'un des membres de la célèbre famille qui a donné son nom à la chaîne de supermarchés, Jack Steinberg, est en effet décédé ce week-end. Et cela pendant que les 7 500 employés des 96 magasins de la région métropolitaine menacent de débrayer, et que les 1 500 syndiqués de la filiale Miracle Mart entreprennent des moyens de pression à compter d'aujourd'hui.

MARIO FONTAINE

En fait M. Steinberg a rendu l'âme samedi à l'Hôpital Royal Victoria, des suites d'une courte maladie. Mais ce n'est qu'hier que son décès a été rendu public par la famille.

A l'instar de ses quatre frères, Jack Steinberg a œuvré toute sa vie au sein de l'entreprise fondée par sa mère en 1917, et qui connut un essor extraordinaire sous la direction de son frère Sam. Il était âgé de 82 ans, et ses funérailles auront lieu aujourd'hui.

Sa disparition n'est pas le seul motif de préoccupation pour la famille. Les employés montréalais de la chaîne ont en effet rejeté par une forte proportion (95,9 p. cent), ce week-end, les propositions contractuelles de la compagnie. Ils confiaient parallèlement un vigoureux mandat de grève à leur exécutif, à 85,7 p. cent: 2 032 votes

pour la grève, 329 contre, et neuf bulletins nuls.

Aucune rencontre prévue

Les négociateurs de l'Union des employés de commerce (au long: Syndicat des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, local 500) se disent prêts à renouer en tout temps la direction pour négocier le renouvellement de la convention collective. Mais aucun autre face à face n'est prévu dans le moment.

Déjà 25 réunions ont eu lieu, à l'issue desquelles se dessine un affrontement. « J'espère que cela ne surviendra pas, mais mon membership est prêt, le syndicat est prêt », de déclarer le président du local 500, Jacques Toupin. La convention est échue depuis le 21 septembre, et le droit de grève acquis depuis hier.

M. Toupin parle d'utiliser d'abord des moyens de pression progressifs, du genre port de jeans et de T-shirts, refus d'effectuer du temps supplémentaire, application des conventions à la lettre, etc... Puis, s'il le faut, déclenchement d'une grève générale.

On a trop perdu en 1983 (après onze jours de débrayage) pour accepter ce que la compagnie nous propose maintenant », estime M. Toupin. Steinberg offre des augmentations forfaitaires de \$800 par an pendant trois ans, tandis que le syndicat réclame \$35 par semai-

ne, intégrés dans l'échelle des salaires, pour un contrat de deux ans. Selon les calculs du syndicat, l'offre patronale équivaut à une augmentation de trois p. cent par an, tandis que leur demande s'élève à 7,2 p. cent.

La répartition des heures de travail, l'ouverture éventuelle des supermarchés le dimanche et les avantages sociaux font aussi partie des points en litige. L'assemblée de dimanche, qui a duré presque six heures, s'est déroulée avec beaucoup de calme même si le résultat a été on ne peut plus décisif.

La grève de 1983 avait fait mal

La grève de 1983 avait fait tomber la part de marché de Steinberg à 17 p. cent. Le géant de l'alimentation a effectué une belle remontée depuis, passant à 19,5 ou 20 p. cent du total de \$8 milliards. La compagnie a par ailleurs lancé récemment une émission d'actions de \$53 millions, en grande partie afin de rénover ses supermarchés.

A noter que les 34 autres Steinberg en dehors de la région métropolitaine ne seront pas touchés immédiatement par les moyens de pression qui s'amorcent. Les contrats y sont généralement calqués sur ceux de Montréal avec quelques semaines de retard, sauf pour les quinze magasins de la région de Hull-Ottawa qui s'inspirent plutôt des contrats négociés en Ontario.

SONDAGE GALLUP

Les Canadiens sont satisfaits de leur revenu familial

Il n'y a eu que peu de changements au cours des dix dernières années dans la proportion de Canadiens satisfaits de leur revenu familial — 65 p. cent, en 1975; 67 p. cent, actuellement. Le niveau d'insatisfaction demeure inchangé à 29 p. cent; il y en a un peu moins maintenant (4 p. cent en regard de 6 p. cent en 1975) qui ne savent qu'en penser.

Dans tous les sous-ensembles, il y a une majorité de gens satisfaits. Il est cependant intéressant de noter que les personnes de 50 ans et plus sont plus susceptibles d'être satisfaites de leur sort que les plus jeunes. Les Ontariens sont en général plus satisfaits que les gens des autres provinces.

Les résultats du sondage sont fondés sur 1 044 interviews, à domicile, de personnes 18 ans et plus, entre les 8 et 10 août. Un échantillon de cette ampleur comporte une marge d'erreur ne dépassant pas 4 p. cent 19 fois sur 20.

La question posée était la suivante :

« Dans l'ensemble, diriez-vous que vous êtes satisfait ou non satisfait de votre revenu familial? »

	Satisfaits	Non satisfaits	Ne savent pas
Dans l'ensemble	67%	29%	4%
Sous-ensembles			
Selon les régions			
Atlantique	62	37	2
Québec	66	32	3
Ontario	73	25	2
Prairies	65	26	10
Colombie-Britannique	64	30	5
Selon le sexe			
Hommes	68	29	3
Femmes	67	29	5
Selon l'âge			
De 18 à 29 ans	61	34	5
De 30 à 49 ans	68	30	2
50 ans et plus	73	22	5

À noter que le total des pourcentages peut ne pas être égal à 100 à cause de l'élimination des fractions.

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

LA SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL: UNE PROBLÉMATIQUE SOCIALE!

La Faculté de l'éducation permanente offre un programme de formation en santé et sécurité du travail à tous ceux qu'intéresse l'assainissement du milieu de travail. Ce certificat de trente (30) crédits s'adresse plus particulièrement :

- aux travailleurs et travailleuses qui vivent des risques d'accidents et de maladies du travail
- aux membres de comités de SST, directeurs de la sécurité, représentants à la prévention, techniciens en hygiène industrielle, infirmières industrielles
- à ceux qui doivent assumer de nouvelles responsabilités à la CSST, dans les D.S.C., les C.L.S.C., les associations sectorielles en S.S.T., les ministères, les entreprises et les syndicats.

Dépliant sur demande

Date limite d'admission pour l'hiver 1986: le 28 octobre 1985.
Date limite d'inscription pour tous les étudiants: le 25 novembre.

Les candidats admis recevront la documentation nécessaire pour effectuer leur choix de cours avant la date limite d'inscription du 25 novembre 1985.

Renseignements: tél. 343-6090

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

LE DROIT: un succès... une fierté!

- Vous désirez acquérir des connaissances juridiques?
- Vous sensibiliser à ce qui touche la justice?
- Développer votre esprit analytique?

La Faculté de l'éducation permanente vous offre un certificat de trente (30) crédits en droit:

- orientation droit général
- orientation droit des affaires
- orientation droit public
- orientation droit social

et trois (3) microprogrammes de quinze (15) crédits:

- droit social
- droit public
- droit social

Date limite d'admission pour l'hiver 1986: le 28 octobre 1985
Test d'admission obligatoire mais non éliminatoire: le 30 octobre

Les candidats admis recevront la documentation nécessaire pour effectuer leur choix de cours avant la date limite d'inscription du 25 novembre 1985.

Annuaire disponible

Renseignements: Tél.: 343-6090

Où que vous soyez, il y a une succursale du Trust Royal tout près.

630, boul. Dorchester Ouest Montréal 876-7606	7813, boul. les Galeries d'Anjou Anjou 353-5882
4145, rue Sherbrooke Ouest Westmount 876-2505	1155, rue Sherbrooke Ouest Montréal 288-8282
6955, rue Saint-Hubert Montréal 270-1137	3035, boul. le Carrefour Laval 687-8880
424, avenue Dollard Lasalle 364-2351	155, rue Notre-Dame Repentigny 581-7252
2150, boul. Lapinière Brossard 465-9780	1301, rue Canora Mont-Royal 731-6889
280, avenue Dorval Dorval 636-4740	4945, rue Sherbrooke Ouest Montréal 487-2600
42D, boul. Saint-Charles Beaconsfield 694-2014	3131, boul. de la Concorde Duvernay 661-8110
195, boul. les Promenades St-Bruno 653-8959	5285, ch. Queen Mary Montréal 487-5733
226A, boul. d'Anjou Châteauguay 691-2500	

DERNIÈRE CHANCE!

4 JOURS SEULEMENT LIQUIDATION MODÈLES 1985

CETTE SEMAINE L'ACTION C'EST CHEZ NOUS!

LOCATION \$149**
par mois



ESCORT PONY
Prix à partir de

\$6 799**

LOCATION \$289**
par mois



Crown Victoria Station-wagon
Prix à partir de

\$11 999**

LOCATION \$259**
par mois



T-Bird
Prix à partir de

\$10 999**

LOCATION \$149**
par mois



RANGER
Prix à partir de

\$6 999**

LOCATION SPÉCIAL



A partir de **\$399**

Camion E-350
Prix à partir de

Spécial**

**Options: franc., prép., taxe, assurance, licence, extra, location basée sur 48 mois



4901 JEAN-TALON O. 731-8271

Les clients du Trust Royal ont le meilleur Compte de chèques à intérêt quotidien au pays

Comparez

Pourquoi vous contenter de moins?

Nos concurrents ont modifié leurs comptes de chèques pour mieux les adapter à leurs systèmes. Mais nous, nous avons modifié les nôtres pour mieux servir nos clients. Résultat, le meilleur Compte de chèques à intérêt quotidien qu'on puisse trouver auprès des grandes banques ou sociétés de fiducie au Canada. En fait, vous ne trouverez nulle part ailleurs, autant d'avantages, avec un seul compte.

✓ Nous retournons les chèques acquittés. *Gratuitement!* Vous épargnez ainsi de précieuses heures de travail en faisant la concordance de votre carnet de chèques. Les chèques ainsi retournés pourront également constituer des preuves d'achat.

✓ Plus le solde de votre compte est important, plus le taux d'intérêt dont vous bénéficiez est élevé. Certains de ces taux rivalisent même avec ceux des dépôts à terme. Nous offrons également un taux très concurrentiel à l'intention des clients qui conservent un solde mensuel moyen de 1 000 \$. Et tant que vous conservez ce solde, vous pouvez tirer des chèques sans frais.

✓ Le Trust Royal offre un taux d'intérêt privilégié sur les soldes supérieurs à 25 000 \$. Le Compte de chèques à intérêt quotidien du Trust Royal est donc idéal

pour les investisseurs. Si, par exemple, vous liquidez des Obligations d'épargne du Canada pour une valeur de 25 000 \$ ou si vous vendez votre maison et que vous décidez d'attendre le moment opportun avant de réinvestir la somme correspondante, vous pouvez la déposer dans votre Compte de chèques à intérêt quotidien pour avoir droit à un taux d'intérêt privilégié sur votre argent tous les jours de l'année!

✓ Nous calculons l'intérêt sur la moyenne des soldes quotidiens à la fermeture des bureaux pour l'ensemble du mois. En d'autres termes, vous ne perdez rien les jours où votre solde est particulièrement élevé.

✓ Le Trust Royal vous offre un meilleur système de gestion de vos dossiers. Tout d'abord, nous vous offrons un relevé de compte pour chaque mois civil de l'année. Nos concurrents sortent généralement des relevés de compte tous les 30 jours. Selon nos clients, les chèques retournés et ce relevé de compte mensuel leur permettent de gagner des heures de vérification fastidieuse.

✓ Nous vous offrons également une CARTE DE SERVICE SELECT® grâce à laquelle vous avez accès à votre Compte de chèques à intérêt quotidien dans toutes

nos machines bancaires automatisées partout au Canada. En plus, avec notre SERVICE SELECT® il vous suffit de présenter votre carte dans n'importe quelle succursale du Trust Royal pour faire des affaires comme si vous étiez à votre succursale habituelle.

✓ La plupart des succursales du Trust Royal vous ouvrent leurs portes tard le soir, et même le samedi. Pratique, n'est-ce pas?

✓ Le Trust Royal vous offre en plus un Compte de chèques à intérêt quotidien pour vos épargnes en dollars américains. Si vous séjournez longtemps chez nos voisins du Sud, ou que vous fassiez souvent des achats ou des placements aux États-Unis, ce compte peut vous être très utile.

En fait, c'est très simple. Le Trust Royal est attentif à vos besoins. Notre Compte de chèques à intérêt quotidien est là pour le prouver.

Alors, on vous en ouvre un aujourd'hui?

Partenaire de votre avenir

TRUST ROYAL

ENTREPOSAGE

DE CLIMATISEURS (modèle de fenêtre)
Confiez donc cette lourde tâche aux experts de
Purifi-Tronique qui s'empresseront d'enlever, nettoyer
entrepôt votre climatiseur et le réinstalleront l'an
prochain. Aucun débourse immédiat.

SERVICE DE RÉPARATION, ESTIMATION GRATUITE

Purifi-Tronique

HUMIDIFICATION • PURIFICATION
VENTE • SERVICE • LOCATION

5505 rue Papineau,
MONTREAL, H2H 1W3

527-3646



A PARTIR DE
\$95.00

ESCOMPTES POUR
2 APPAREILS OU PLUS

Ottawa « adoucira » la Loi sur les mesures de guerre

■ OTTAWA — Avant la fin de l'année, le Parlement canadien devrait être saisi d'un nouveau projet de loi destiné à remplacer la Loi sur les mesures de guerre, estime le ministre associé à la Défense, M. Harvie Andre.

DENIS LESSARD
de la Presse Canadienne

Quinze ans après la dernière imposition de la Loi des mesures de guerre, pendant la Crise d'octobre 1970 au Québec, le gouvernement fédéral est déterminé à faire adopter une loi « moins draconienne » qui « assurera plus de protection aux droits civils », a soutenu la semaine dernière M. Andre, en entrevue à la Presse Canadienne.

« L'opinion publique attend ces adoucissements, il ne devrait pas

y avoir de controverse », estime M. Andre, qui est responsable de Planification d'urgence Canada, de qui relèvent les mesures d'exception.

Vendredi noir

Il y a 15 ans, dans la nuit du 15 au 16 octobre 1970, le gouvernement Trudeau décrétait la Loi des mesures de guerre, pour faire face à « l'insurrection appréhendée » après les deux enlèvements fclquistes. Le premier ministre québécois Robert Bourassa et le maire de Montréal Jean Drapeau avaient, par lettre, demandé à Ottawa de juguler la menace de sédition en déclarant le FLQ « association illégale ».

Il y avait alors dix jours que quatre cagoullards avaient enlevé le conseiller commercial britannique James Cross. Le 10, c'était au tour du ministre québécois du

Travail Pierre Laporte d'être kidnappé à sa résidence.

Lors de cette seule journée du 16, passée à l'histoire comme le « Vendredi noir », 234 personnes furent arrêtées sans mandat. En tout, 435 personnes ont été incarcérées et privées de communications avec leurs proches pendant une semaine en moyenne. Près de 90 p. cent d'entre elles seront relâchées sans qu'on puisse les accuser de quoi que ce soit.

Bras droit du premier ministre Trudeau, le ministre Jean Marchand avait alors soutenu que le FLQ disposait d'un arsenal suffisant « pour faire sauter le cœur de la ville de Montréal ». Il devait admettre plus tard que ce recours à la loi équivalait à « mobiliser un canon pour tuer une mouche ».

Adoptée pendant le premier conflit mondial, la Loi des mesures de guerre avait aussi été invoquée durant la seconde guerre mondiale pour interner 21 000 Canadiens d'origine japonaise dans des camps de concentration, et saisir leurs biens.

Plus de contrôle

Pour le ministre Andre, « le processus est enclenché et notre cible est un projet de loi avant la fin de l'année ».

Pour l'essentiel, la nouvelle loi devrait garantir un meilleur contrôle du Parlement sur l'adoption de mesures d'exception, de préciser le ministre. Toutefois, le cabinet n'a pas encore pris sa décision sur les recommandations faites par le ministre.

Dans un document de recherche, rédigé par les fonctionnaires de Planification d'urgence, on suggère de clarifier les pouvoirs exceptionnels du gouvernement et d'éliminer l'expression « d'insurrection appréhendée » d'une Loi sur les mesures de guerre.

Le gouvernement devrait continuer d'avoir le droit d'imposer un couvre-feu ou de détenir des suspects pour plus longtemps que ne le permet le Code criminel, mais

« ces pouvoirs ne devraient pas être entérinés sans garanties adéquates », affirment les avocats.

Selon eux, des pouvoirs comme la suspension de l'habeas corpus, la détention d'accusés pendant des périodes allant jusqu'à 90 jours et l'interdiction de faire partie de certaines associations « ne devraient jamais pouvoir être invoqués sans l'approbation préliminaire du Parlement ».

Ces dispositions ne devraient entrer en vigueur qu'avec une résolution des deux Chambres du Parlement, estime-t-on.

D'autres pouvoirs, comme l'imposition du couvre-feu et l'interdiction de rassemblements publics, devraient être à la disposition du gouvernement, mais ce lui-ci « devrait obtenir l'approbation du Parlement dans un délai de sept jours pour continuer à les exercer », estiment les juristes.

Une nouvelle loi d'urgence devrait aussi prévoir, en l'absence d'un Sénat vraiment représentatif des provinces, un organisme fédéral-provincial de planification, suggère-t-on.

Avec les provinces

Vendredi dernier, en conférence de presse, M. Mulroney qualifiait « d'important » le travail déjà effectué par les fonctionnaires qui apporteront les changements. La revue de la loi, et de ses implications provinciales, est déjà faite et « j'espère qu'elle atteindra une nouvelle étape à la conférence des premiers ministres (en novembre à Halifax) », a indiqué M. Mulroney.

En février dernier, toujours devant la presse, M. Mulroney, interrogé sur l'avenir de la loi d'urgence, avait affirmé que « quiconque était à Montréal cet automne-là, et qui a vu ce qui est arrivé, voudrait faire quelque chose à ce sujet, et nous espérons proposer quelque chose qui sera plus approprié que ce que nous avons eu dans le passé ».

Le Friuli, un partenaire commercial à découvrir.

Plus d'une centaine d'éminents hommes d'affaires représentant quelque 130 entreprises du nord-est de l'Italie seront à Montréal du 20 au 23 octobre dans le but de créer des relations commerciales et des échanges technologiques avec les entreprises québécoises.

Provenant de la région du Friuli, la délégation tiendra à l'hôtel Ritz Carlton une importante rencontre intitulée « MADE IN FRIULI », à l'occasion de laquelle aura lieu une grande exposition des produits et services de la région.

Parmi les secteurs représentés à cette rencontre, mentionnons: l'ameublement (15 entreprises); le vêtement (17); l'agro-alimentaire (16); le marbre et les tuiles (4); les jouets (3); le tourisme (5); l'industrie (15).

Organisée par la Chambre de Commerce d'Udine, ville capitale du Friuli, cette rencontre représente pour les gens d'affaires du Québec une occasion idéale d'établir des relations commerciales avec certains des industriels les plus ouverts et dynamiques de l'Italie.

Pour obtenir tout renseignement supplémentaire, veuillez contacter M. Ugo Mandrile, Friul Promotion Inc., 800, boul. Dorchester Ouest, bureau 300, Montréal. Tél.: (514) 866-3088.



Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

La formation professionnelle à la Faculté de l'éducation permanente un atout dans votre carrière

- 35 programmes de certificats, de 30 crédits chacun, axés sur la gestion des ressources humaines, les communications, les relations de travail, la formation en santé, les questions de droit.
- 13 microprogrammes, de 9 à 15 crédits chacun, portant sur le droit, la langue française, la micro-informatique, la santé, l'environnement, l'éducation, l'intervention auprès des femmes.

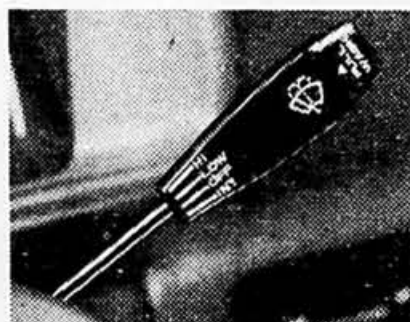
Obtenez un certificat d'études universitaires en deux ou trois ans ou une attestation d'études en un an (trois trimestres) pour les microprogrammes.

Les cours sont offerts le soir
Demandez notre annuaire

- Date limite d'admission pour l'hiver 1986: le 28 octobre 1985.
- Date limite d'inscription pour tous les étudiants: le 25 novembre 1985.

Renseignements: 343-6090

GÉNÉREUSE STELLAR. TOUS CES EXTRA SANS SUPPLÉMENT!



Essuie-glace à balayage intermittent. Standard.



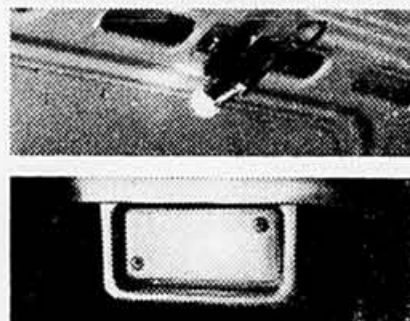
Pneus radiaux Michelin quatre saisons. Standard.



Deux rétroviseurs extérieurs. Standard.



Sièges avant inclinables avec appuis-tête. Standard.



Éclairage d'appoint sous le capot, dans le coffre arrière et dans le compartiment à gants. Standard.



Bouches d'air chaud pour l'arrière. Standard.



Modèle profilé d'allure européenne. Une création de Giorgetto Giugiaro.

Examinez bien les huit photos. Chacune identifie une caractéristique de luxe comprise dans le prix très abordable de la merveilleuse Stellar.

Beaucoup d'autres raisons devraient aussi vous inciter à voir au plus tôt votre concessionnaire Hyundai. Par exemple, son luxe admirable, ses performances éprouvées, la livraison rapide et

le service exceptionnel.

Venez inventorier toutes les caractéristiques standard de la Stellar, dont les phares scellés au quartz halogènes, les vitres teintées, la soufflerie antibuée aux vitres latérales et le verrouillage de sécurité des portières arrière.

Prenez le volant, bien à l'aise sur le siège individuel enveloppant et entièrement inclinable. Vous

serez agréablement surpris! Le célèbre designer italien Giorgetto Giugiaro a raison d'être fier. C'est lui qui a conçu l'aménagement intérieur et l'extérieur luxueux de la Stellar.

Notez bien la direction à pignon et crémaillère, les servofreins avec disque à l'avant et la boîte manuelle à cinq rapports (ou la boîte automatique en

option, si vous préférez).

Rendez-vous vite chez votre concessionnaire Hyundai et faites l'essai de la très luxueuse et très abordable Stellar.

La voiture tout plein d'extras qui ne coûtent aucun supplément.

LA STELLAR
BRILLE PAR SON LUXE
ET PAR SON PRIX.

HYUNDAI

Seray Auto Inc.
1191, Bourgeois
Chambly 658-4482

Automobiles Corée Longueuil Ltée
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil 670-2080

Lac St-Louis Automobiles Enrg.
30, boul. Don Quichotte
Ville de Perrot 453-6363

Les Automobiles Cloginor Inc.
9, rue Frontenac
St-Jean-Sur-Richelieu 347-4003

Pie IX Pony
9390, boul. Pie IX
Montréal 324-6821

Desmeules Hyundai
1237, boul. des Laurentides
Ville de Laval 668-6393

Garage St. Louis Ltée
356, boul. Sauvé
St-Eustache 491-1292

Safari Automobiles Inc.
300, rue Lalleur
LaSalle 364-3124

Point-aux-Trembles Pony
12150, rue Sherbrooke est
Montréal 645-2233

Moteurs Chateauguay
83, St-Jean Baptiste
Chateauguay 692-9630

Automobile Ulsan Ltée
2355, boul. Hymus
Dorval 683-5702

C. W. AutoSud Inc.
3839
boul. Taschereau
St-Hubert 678-1220

Hyundai Pony
Centre-ville
2077, Ouest rue
Ste-Catherine
Montréal 931-8243

Autos Visa Inc.
500 boul.
Mgr. Langlois
Valleyfield 377-1985

Pony de Montréal
5187,
avenue Papineau
Montréal 521-3201

Luciani Automobile
(1985) Inc.
4040, ouest rue
Jean-Talon
Montréal 340-1344

Les Automobiles
Lise Grenier Inc.
1250, Rte. Marie-
Victorin
Tracy 743-1244

Hyundai Auto
Mascouche
1990, ch. Gascon
St-Louis de
Terrebonne 471-7669

PROPRIÉTAIRE DE MAISONS À LOGEMENTS (BLOCS)

- Remise à neuf de vos fenêtres
- Programme d'étanchéisation des ouvertures
- Économie de 20 à 30% de vos frais de chauffage
- Plan de financement disponible
- Estimation gratuite

AVANT DE CHANGER VOS FENÊTRES, PENSEZ-Y BIEN

Isolation R.M.
M. Blanchette
326-3633

UN CAHIER
À
CONSERVER

EXCELLENCE 85

SAMEDI DANS
la presse

Revivez les bons moments de l'actualité de l'année. En prime: le rappel des 50 Personnalités de la semaine honorées dans notre édition du dimanche.

Le Nobel de médecine à deux Américains pour leurs recherches sur le cholestérol

■ STOCKHOLM — Le Prix Nobel de médecine a été décerné lundi par le comité Nobel de l'Institut Karolinska de Stockholm aux professeurs américains Michael Brown (44 ans) et Joseph Goldstein (45 ans) pour leurs découvertes concernant le contrôle du mécanisme du cholestérol.

Les deux chercheurs, qui appartiennent à l'Université du Texas, à Dallas, ont été récompensés parce que leurs découvertes ouvrent l'accès d'un vaste et fascinant terrain de recherche à poursuivre dans le domaine des maladies causées par l'artériosclérose. Ils se partageront les 1,8 million couronnes (\$220 000) du prix.

MM. Brown et Goldstein sont les 58^e et 59^e Américains à recevoir le prix, confirmant la large

supériorité des Etats-Unis dans ce domaine. Derrière, viennent la Grande-Bretagne (21 prix), l'Allemagne (12), la France (8) et la Suède (7).

Selon l'Institut Karolinska, les travaux des deux savants aideront à combattre efficacement l'artériosclérose et l'infarctus, fléaux aussi meurtriers que le cancer dans les pays industrialisés à niveau de vie élevé.

Ils ont révolutionné aussi bien nos conceptions du métabolisme du cholestérol dans l'organisme que celles du traitement des maladies causées par des niveaux anormalement élevés de ce corps gras dans le sang, ajoute-t-il.

Surpris et bouleversés

Lors d'une conférence de presse donnée lundi à Cambridge avec son confrère, Joseph Gold-



Michael Brown photos AP

stein et Michael Brown se sont déclarés extrêmement surpris et bouleversés. Nous avions déjà reçu un certain nombre de récompenses telles que celles qu'ont pu recevoir les lauréats de prix Nobel, mais nous ne pensions pas vraiment qu'on prendrait nos travaux en considération (pour cette récompense), ont-ils dit.

Joseph Goldstein, président du département de génétique moléculaire au centre scientifique médical de l'Université du Texas à Dallas, et Michael Brown, directeur du centre pour les maladies génétiques à la même université, ont déclaré qu'ils avaient commencé à travailler conjointement il y a treize ans. Ils ont indiqué que leurs découvertes sur le cholestérol pourraient notamment aider à la prévention des attaques cardiaques.

Le professeur Brown est né le 13 avril 1941 à New York. Il a fait ses études de lettres puis de médecine à l'Université de Philadel-



Joseph Goldstein

phie. Depuis 1977, il dirige le Centre des maladies génétiques de l'Université de Dallas.

Joseph Goldstein est né le 18 avril 1940 à Sunter, en Caroline du Sud. Il a fait ses études de sciences à l'Université Washington and Lee, en Virginie, et préside depuis 1977 le Département de génétique moléculaire de l'Université de Dallas.

Le Nobel de médecine a été le second prix décerné cette année. Vendredi dernier, le Prix Nobel de la paix avait été attribué à l'Internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, une organisation coprésidée par les cardiologues américains Bernard Lown et soviétique Evgeni Chazov.

Le prix d'économie doit être attribué mardi et ceux de physique et de chimie le seront mercredi. Restera le prix de littérature, dont la date n'est pas annoncée mais qui est traditionnellement décerné un jeudi d'octobre, révélé 48 heures à l'avance.

Devenez propriétaire plus tôt...

et pour moins cher!

Comparez les taux d'intérêt du prêt hypothécaire à doubles versements* du Trust Royal avec les autres taux offerts.

9³/₄%

Sur la base d'un terme de 1 an

Vous pouvez doubler la tranche du capital et des intérêts de vos mensualités... quand vous le voulez! C'est l'un des meilleurs prêts hypothécaires sur le marché.

*Pour les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels.
*Ces taux peuvent être modifiés sans préavis.
Intérêt calculé semi-annuellement et non d'avance.

17 bureaux pour mieux vous servir dans la région de Montréal

TRUST ROYAL

Service des prêts hypothécaires

Pour renseignements appelez: 876-2525

RESTEZ EN BONNE CONDITION

Bains Turcs Colonial

Uniques à Montréal. Système de chaleur de cailloux naturels. Etablis depuis 1914.

BAINS TOURBILLONS

OUVERTS TOUS LES JOURS

Journée pour dames, mardi de 13 h à 21 h

3963, Colonial • Stationnement gratuit — 285-0132

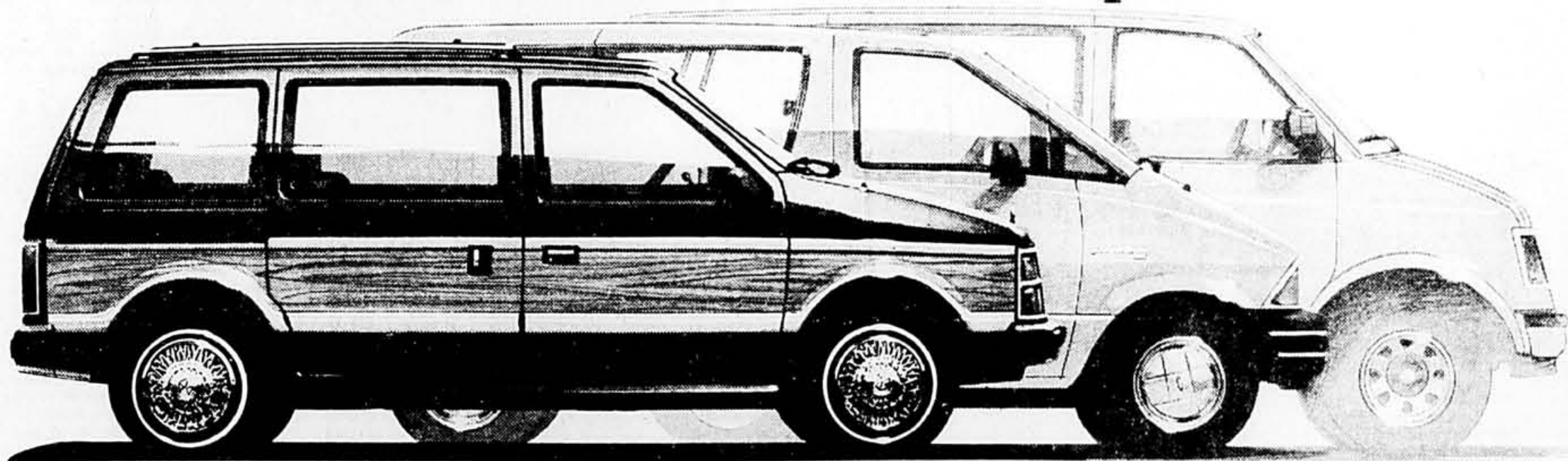
Présentez ce coupon et obtenez **5\$** de rabais

Limite de 1 coupon par client. Valable du 7 au 26 octobre.

L'Autobeaucoup

On leur avait pourtant montré comment faire...

Rien à faire, nos concurrents n'ont pas encore compris.



Dodge Caravan et Plymouth Voyager 86

Depuis que Chrysler a lancé la Dodge Caravan et la Plymouth Voyager, on a bien tenté de les imiter. Mais en vain. L'Autobeaucoup est toujours la seule à offrir une traction avant. La seule à se conduire et à consommer l'essence comme une voiture et non comme un camion. L'Autobeaucoup assure une excellente traction en tout temps et une

tenue de route impeccable et en ville, elle se manie comme une voiture. La Caravan et la Voyager peuvent sembler petites de l'extérieur mais elles offrent 30% plus d'espace que les familiales conventionnelles. Plus basses que les wagonnettes ordinaires, elles se logent facilement dans votre garage. Comparez l'Autobeaucoup à tout autre

véhicule du même genre. Voyez la traction avant, la maniabilité, l'économie d'essence et le confort. L'Autobeaucoup n'est pas seulement le premier véhicule du genre, c'est aussi le plus perfectionné.



* Cette garantie limitée ne s'applique pas aux véhicules importés de pays ou de location après 2 ans ou 40 000 km. Possibilité de 100 \$ déductibles. Votre concessionnaire a tous les détails. Certains équipements ou accessoires illustrés ou mentionnés peuvent être optionnels moyennant supplément.

VOTRE CEINTURE VOTRE SÉCURITÉ



Notre seule ambition, c'est d'être les meilleurs!



Chrysler



Gala "EXCELLENCE 85"

la presse

AUX BEAUX DIMANCHES À 19 h 30

En humour, en chansons, en danse et en musique, assistez à la rétrospective de l'actualité 1984-1985 et découvrez la Personnalité de l'année 1985 de LA PRESSE

UN RENDEZ-VOUS DE L'EXCELLENCE AUX BEAUX DIMANCHES À RADIO-CANADA à 19 h 30



L'OLP subit un double revers diplomatique en Grande-Bretagne et aux Nations unies



Mgr Elia Khoury, délégué du comité exécutif de l'OLP, et Abdud Wahab Majali, vice-premier ministre jordanien, à l'arrivée de la délégation jordano-palestinienne à l'aéroport londonien de Heathrow.

■ LONDRES — Suscitant la colère dans les milieux palestiniens, le gouvernement britannique a annulé hier, au dernier moment, la rencontre prévue entre deux membres du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), au sein d'une délégation jordano-palestinienne, et le secrétaire au Foreign Office, sir Geoffrey Howe.

D'autre part, M. Jaime de Pinies (Espagne), président de la 40e Assemblée générale de l'ONU, a annoncé hier qu'un projet de résolution visant à entendre M. Yasser Arafat, leader de l'OLP, à l'occasion du 40e anniversaire de l'organisation mondiale, avait été abandonné.

Les Etats-Unis avaient menacé de réexaminer leur participation à ces cérémonies, qui doivent se poursuivre pendant dix jours, si l'Assemblée générale adoptait la motion en faveur de M. Arafat. Des pays occidentaux, voire non alignés, estimaient que la présence d'Arafat, après l'affaire du paquebot Achille Lauro, était de nature à nuire aux efforts diplomatiques en cours.

Le gouvernement de Mme Margaret Thatcher a démenti que l'annulation de la rencontre avec les Palestiniens constitue une volte-face consécutive à des pressions de Washington et d'Israël. L'initiative de Londres visait à relancer la mise en œuvre du plan de paix du roi Hussein de Jordanie. Ce plan préconise l'ouverture de négociations entre une délégation jordano-palestinienne et les Etats-Unis, comme pre-

mier pas vers un dialogue entre l'OLP et Israël.

Selon sir Geoffrey, les deux Palestiniens, M. Mohamed Milhem et Mgr Elia Khoury, ont mis fin à l'initiative britannique en refusant, « contrairement à des engagements antérieurs », de signer un texte en faveur d'une solution pacifique au Proche-Orient.

Le texte soulignait la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël — ce qui aurait constitué un revirement spectaculaire de la part de représentants de l'OLP, estiment les observateurs — et le droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Le bureau de l'OLP à Londres a affirmé que les Britanniques avaient modifié au dernier moment le libellé du communiqué accepté par les trois parties inté-

ressées, rendant du même coup sa signature inacceptable.

À Tunis, M. Khaled al-Hassan, proche collaborateur du leader de l'OLP, M. Yasser Arafat, a contesté la version britannique de cette affaire et a soutenu que le premier ministre britannique voulait une excuse pour annuler la rencontre prévue.

M. al-Hassan a ajouté: « Ils avaient dit que nous devions condamner le terrorisme. Nous avions dit d'accord, dans le cadre du droit international et de la Charte des Nations unies. Ils ne l'ont pas accepté. »

De son côté, la Jordanie a rendu responsable « un membre palestinien de la délégation commune jordano-palestinienne » de l'annulation de la rencontre. Le porte-parole officiel d'Amman a affirmé hier que le refus de ce

membre de donner son aval à un communiqué agréé par les deux parties a conduit le gouvernement britannique à annuler sa rencontre avec les deux membres du CEOLP.

Washington avait pris ses distances face à la rencontre prévue pour hier, la qualifiant de « solution britannique ». Israël avait dénoncé l'initiative de Londres comme un encouragement « au terrorisme international ».

La prise de parole prévue de M. Arafat à l'ONU était considérée comme inopportune, dans les conditions actuelles, par de nombreux pays occidentaux, voire non alignés. Le leader de la SWAPO, M. Sam Nujoma, qui dirige la lutte pour l'indépendance de la Namibie, avait également été invité à l'ONU.

— AFP, Reuter

Nouvelle menace d'exécution des trois otages soviétiques

■ BEYROUTH — La radio des chrétiens du Liban a annoncé hier avoir reçu un appel téléphonique anonyme d'un groupe fondamentaliste musulman selon lequel trois fonctionnaires soviétiques enlevés à Beyrouth le mois dernier seraient bientôt exécutés parce que les demandes des ravisseurs n'avaient pas été satisfaites.

Les trois Soviétiques sont MM.

Oleg Spirine, attaché à l'ambassade de l'URSS à Beyrouth, Nikolai Sversky, médecin de l'ambassade, et Valery Mirikov, attaché commercial. Un quatrième Soviétique, M. Arkady Katkov, secrétaire consulaire, enlevé le 30 septembre en même temps que ses trois compatriotes, a été exécuté.

Cependant, le leader de l'OLP, M. Yasser Arafat, à qui une délégation soviétique a récemment

demandé d'intervenir pour la libération des diplomates enlevés, « a déjà reçu la promesse que leur vie ne sera pas mise en danger », a affirmé hier l'hebdomadaire palestinien Al-Yan Assabah, paraissant à Paris.

Le quadruple enlèvement des Soviétiques et l'exécution de l'un d'eux ont été revendiqués par l'Organisation islamique de libération, jusque-là inconnue.

— UPI, AFP

Un premier soldat blanc est tué en Afrique du Sud

■ JOHANNESBURGH — Pour la première depuis le début, il y a un an, de l'agitation qui ébranle les cités noires et métisses d'Afrique du Sud, un soldat blanc a été tué par un groupe de Noirs, ont annoncé hier les autorités sud-africaines.

Le caporal Johan Schoeman, un soldat de métier et non un conscrit, est mort après avoir été poignardé à Kwazakhele, près de Port Elizabeth, dans la nuit de dimanche à lundi. Un autre soldat blanc a été blessé dans des circonstances similaires dans la même cité, a-t-on indiqué de source officielle.

Par ailleurs, la police a signalé hier que deux Noirs avaient été tués au cours du week-end. L'un a péri par balles à Burgersdorp, dans le nord de la province du Cap, au cours d'une attaque contre le domicile d'un policier. La police a précisé qu'un cadavre carbonisé avait d'autre part été découvert à Duncan Village, près d'East London.

À la suite de la mort de Schoeman, le mouvement « Campagne pour la fin de la conscription », créé pour abolir le service militaire obligatoire de deux ans pour les Blancs âgés de 18 ans, a réclamé le départ de l'armée des cités noires. « Notre jeunesse doit pouvoir dé-

cider elle-même si elle veut ou non se battre et mourir pour la défense de l'apartheid », a déclaré ce mouvement dans un communiqué.

Le retrait de l'armée des cités noires, ou les troupes ont été déployées pour faire face aux émeutes, est l'une des principales exigences de l'opposition, tant noire que blanche.

Plus de 750 personnes, principalement de race noire, ont été tuées depuis le début des troubles raciaux.

Par ailleurs, à Nassau (Bahamas), le secrétaire général du Commonwealth, Shridath Ramphal, a invité hier les dirigeants des pays membres de cette organisation à prendre de rigoureuses sanctions économiques contre l'Afrique du Sud au cours de leur sommet qui s'ouvrira demain.

M. Ramphal a ajouté que des dirigeants de 49 Etats membres avaient suggéré diverses sanctions « que des pays pourraient prendre ensemble, mais qui sont encore bien loin d'un boycott général ». Il a donné l'impression de vouloir éviter un affrontement entre la Grande-Bretagne et le Commonwealth à propos de la nature des sanctions à prendre contre le gouvernement de Pretoria.

— AFP, Reuter

Belgique: Martens sort grand vainqueur du scrutin de dimanche



Wilfried Martens est félicité par le chef du Parti libéral, Jean Gol, après la victoire de la coalition de centre droit en Belgique.

■ BRUXELLES — Après le scrutin de dimanche en Belgique qui a donné au premier ministre sortant, Wilfried Martens, une majorité plus confortable, le gouvernement belge a démissionné hier pour permettre la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale de centre droit dont M. Martens devrait à nouveau recevoir la charge.

Selon les résultats définitifs communiqués par le ministère de l'Intérieur, les quatre partis formant la coalition sociale-chrétienne libérale sortante, réunissant Flamands et Wallons, ont recueilli 115 sièges sur les 212 que comptent la Chambre des représentants, soit un gain de deux sièges. Pour sa part, le Parti social-chrétien flamand (CVP) du premier ministre a gagné six sièges.

D'autre part, il s'agit également du meilleur résultat obtenu avec les socialistes flamands (opposition) qui gagnent, eux aussi, six députés. Les écologistes, qui se présentaient pour la seconde fois, ajoutent cinq sièges aux quatre qu'ils avaient déjà mais ils ne renouvellent pas leur excellent score des européennes.

Les grands perdants se révèlent être les partis placés aux extrémités de l'échiquier politique. Tout d'abord le Parti communiste qui ne sera pas représenté au Parlement pour la première fois depuis 1945, puisqu'il a perdu ses deux sièges. Les partis nationalistes flamand et wallon perdent aussi des députés mais il leur

reste malgré tout quelques sièges.

Hier, le premier ministre a donc remis la démission de son gouvernement au roi Baudouin, puisque, selon l'usage l'élection d'un nouveau Parlement nécessite la formation d'un nouveau gouvernement. Le roi doit ensuite consulter chaque chef de parti avant de confier à l'un d'eux la responsabilité de former un nouveau cabinet. C'est à Wilfried Martens que devrait revenir sans aucun doute ce rôle.

Dimanche soir, celui-ci a déclaré qu'il était « clair que les électeurs avaient voté en faveur de la prolongation du programme d'austérité. Nous avons la ferme intention de le poursuivre », a-t-il assuré. La campagne électorale, assez calme, s'était déroulée en privilégiant l'économie. La coalition sortante avait insisté sur la nécessité de continuer à couper dans les dépenses publiques, de réduire les impôts, et d'aider la libre entreprise pour restaurer l'économie belge.

Celle-ci est effectivement bien mal en point avec environ 550 000 chômeurs (13,4 p. cent selon les chiffres officiels). Wilfried Martens, qui est devenu premier ministre en 1981, a réussi à ramener l'inflation à 5 p. cent par an. Cet avocat flamand de 49 ans est d'ailleurs très populaire, même à Bruxelles peuplée pourtant de 80 p. cent de francophones. Une majorité d'électeurs lui a donc renouvelé sa confiance.

— AP

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN POLOGNE Solidarité révisé à la baisse les chiffres officiels

■ VARSOVIE — Le syndicat dissout Solidarité, qui avait appelé au boycottage, et les autorités gouvernementales ont présenté hier des estimations de participation totalement divergentes au lendemain des élections législatives polonaises dont les résultats définitifs devraient être connus ce soir.

Ainsi, à propos de Gdansk, bastion du syndicat, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a avancé le chiffre d'environ 70 p. cent de votants. M. Lech Walesa, leader de Solidarité, a assuré que le taux de participation se situait entre 45 et 47 p. cent. La même contradiction est constatée à propos de Wrocław (sud-ouest du pays), autre fief de Solidarité. Selon M. Urban, la participation y a été de 78 p. cent, tandis que M. Walesa l'estimait à 45 p. cent.

Les observateurs font remarquer que les journaux, dans leurs comptes rendus sur la participation, ne citent le nom d'aucun prélat catholique, ce qui semble démontrer que les évêques polonais, comme ils en avaient manifesté l'intention auparavant,

n'ont pas voté. En revanche, la presse polonaise se félicite de la participation du chef de l'Eglise orthodoxe en Pologne, le métropolite Bazyl.

Plus de 28 millions de Polonais de plus de 18 ans avaient été conviés à élire, selon le principe de la liste unique, une nouvelle Diète (Parlement) de 460 députés au sein de laquelle le Parti communiste disposera d'une majorité de 53 p. cent.

Lors des dernières législatives, en mars 1980, le taux de participation avait été officiellement de 98,87 p. cent pour plus de 25 millions d'inscrits.

Pour le pouvoir, les élections de dimanche devaient consacrer la normalisation de la société polonaise quatre ans après le coup de force contre Solidarité. Bien que les 22 p. cent d'abstentionnistes ne soient pas tous des opposants au régime, Solidarité peut se targuer, selon les observateurs occidentaux, d'avoir une nouvelle fois mis à mal la sacro-sainte règle de la quasi-unanimité sur le plan électoral.

Un autre succès du syndicat dissout, estime-t-on, réside dans le fait que, de l'aveu même de M. Urban, les trois quarts des prêtres catholiques ont boudé les urnes. Le cardinal Jozef Glomp, primat de Pologne, qui était à Rome le jour du scrutin, a indiqué hier à son arrivée à Varsovie qu'il n'avait pas eu le temps de voter, car il était « très pris » au Vatican.

Les élections se sont généralement déroulées dans le calme à l'exception de deux bastions de Solidarité, Gdansk et Nowa-Huta, où des cortèges de manifestants se sont formés à l'issue de meetings. À Nowa-Huta, des échauffourées ont fait des blessés et un nombre indéterminé d'interpellations. MM. Jacek Kuron et Zbigniew Romaszewski, les deux responsables de l'opposition démocratique qui avaient été interrogés par la police de Varsovie, ont été remis en liberté, mais ont fait hier l'objet d'une mise en garde au ministère de l'Intérieur pour des déclarations publiques aux correspondants occidentaux dans la capitale.

— AFP, Reuter



photolaser AP

À Gdansk, deux mille partisans de Solidarité ont dimanche tenté de former un cortège en partant de l'église Sainte-Brigitte, proche des chantiers navals, avant d'être dispersés par les forces anti-émeutes. Le sigle RSA sur la bannière veut dire Mouvement pour une société alternative.

DÉPÊCHES

GANDHI À LONDRES: le premier ministre indien Rajiv Gandhi est arrivé hier à Londres pour sa première visite officielle en Grande-Bretagne. D'importantes mesures de sécurité avaient été prises. Une trentaine de sikhs ont manifesté devant le haut-commissariat indien avec des banderoles proclamant: «Hindous, vous nous avez assez insultés et votre chute est imminente». M. Gandhi s'est entretenu avec Mme Margaret Thatcher sur le problème de la présence des activistes à Londres, notamment.

ITALIE-TERRORISME: les ravisseurs du général américain James Lee Dozier ont été condamnés hier à 26 ans de prison par le tribunal de Verone (nord-est de l'Italie), a-t-on appris de source judiciaire. Le général, enlevé le 17 décembre 1981, avait été libéré 12 jours plus tard à Padoue après une intervention des forces de police. Sa libération avait été suivie d'une série d'arrestations de terroristes.

PHILIPPINES: un officier et sept soldats philippins ont été tués lors d'une embuscade tendue par les guérilleros de la Nouvelle armée du peuple (NPA, communiste) à Valencia (centre du pays). Par ailleurs, le président Reagan, apparemment inquiet de la détérioration de la situation aux Philippines, a dépêché à Manille le sénateur Paul Laxalt pour rencontrer le président Marcos.

URSS-US: le secrétaire d'État américain George Shultz a estimé hier que les nouvelles propositions soviétiques sur la réduction des armements sont «peut-être un pas en avant» mais ne «répondent pas aux critères de base du renforcement de la stabilité et d'égalité». Il prenait la parole à San Francisco devant l'Assemblée de l'Atlantique-Nord, qui regroupe les parlementaires de l'OTAN.

DESARMEMENT: des concessions réciproques de l'Est et de l'Ouest ont permis aux 35 pays participant à la conférence du désarmement en Europe

(CDE), à Stockholm, d'amorcer l'ultime phase exploratoire avant l'élaboration d'un accord qui sera soumis à la prochaine conférence sur la sécurité européenne, à Vienne.

RFA-IDS: le gouvernement de l'Allemagne occidentale s'est déclaré hier strictement opposé à ce que la recherche effectuée pour la «guerre des étoiles» débouche automatiquement sur le développement et le stationnement d'un système de défense stratégique. Un communiqué du porte-parole gouvernemental précise que l'administration américaine «connait notre position et la respecte».

CHINE-US: le vice-président américain George Bush, arrivé dimanche à Pékin, s'est entretenu hier avec le premier ministre chinois, Zhao Ziyang, qui a déclaré que les relations sino-américaines n'étaient pas satisfaisantes. Zhao Ziyang faisait ainsi référence aux ventes d'armes américaines à Taiwan, selon des sources diplomatiques occidentales.

PANAMA-CHILI: un sergent des forces de défense panaméennes a tué hier le second secrétaire de l'ambassade du Chili à Panama, M. Raimundo Barros, et a grièvement blessé le troisième secrétaire, M. Miguel Angel Gonzales, avant de se suicider. L'ambassadeur du Chili à Panama, M. Dante Iurriaga, s'est refusé à tout commentaire sur cette affaire.

FRANCE-BRÉSIL: le président François Mitterrand est arrivé hier à Brasilia pour une visite officielle de quatre jours au Brésil, la première d'un chef d'État occidental depuis le retour à la démocratie dans ce pays. Il a eu un premier tête-à-tête avec son homologue brésilien, M. José Sarney, avant un dîner offert par ce dernier.

ARABIE SAOUDITE: l'Arabie saoudite a donné le feu vert à ses alliés du Golfe pour l'établissement de relations diplomatiques avec l'URSS et ses propres relations avec Moscou devraient être marquées par une nette amélioration dans les jours qui viennent, selon le quotidien koweïtien AL Watan.

Cette semaine à Place Bonaventure

Les Galeries Bonaventure

«Le Réseau Pomme pour l'emploi des jeunes.» Au niveau métro, les 16, 17 et 18 octobre, heures d'affaires.

Dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse, nous accueillons des jeunes à la recherche d'emplois qui vous entretiendront sur leur projet et leur compétence en vous soumettant leur curriculum vitae. Vous cherchez un employé? Venez les rencontrer!

Hall d'exposition

Salon de la boulangerie/pâtisserie. 13-15 octobre. Commerçants et sur invitation seulement.

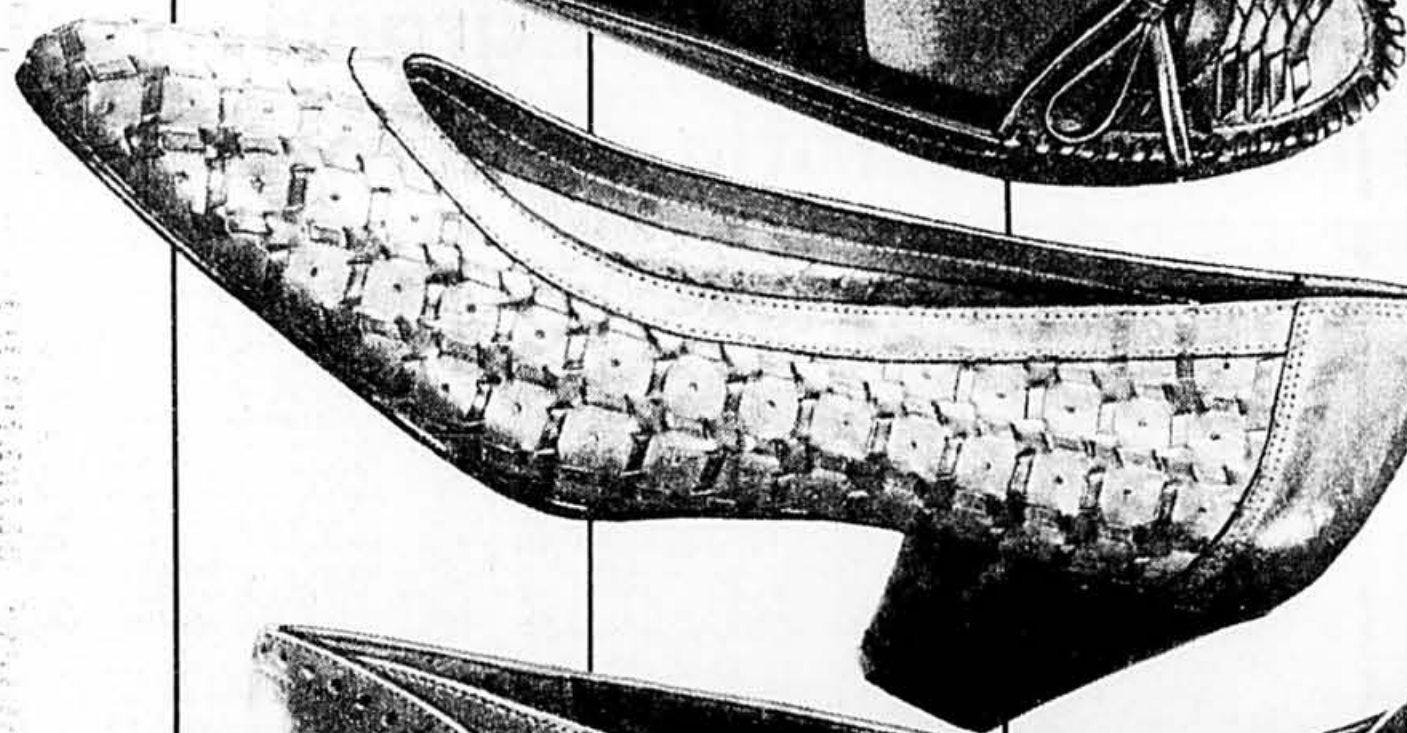
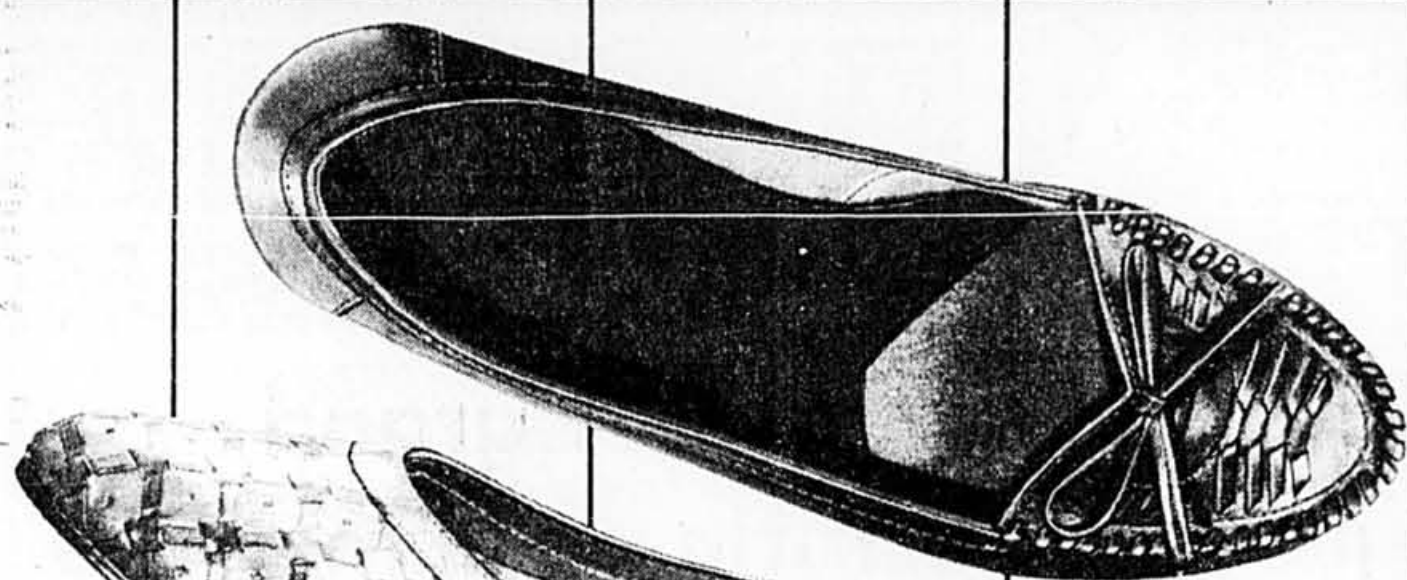
Centre de commerce en gros

Marché du vêtement de l'enfant. 13-15 octobre. Mart «A». Commerçants seulement.

2 jours du cadeau. 20-21 octobre. Mart «C». Commerçants seulement.

 Place Bonaventure

SIMPSON



POUR AISANCE DE MARCHÉ... optez pour ces attrayants mocassins à talons bas. Vous apprécierez à coup sûr le confort et la durabilité de ces souliers de qualité. Marine, taupe, blanc hiver ou vin. Pointures 5 1/2 à 10 (pas de 9 1/2).

UNE EXCLUSIVITÉ SIMPSON procurant confort et élégance pour vos pieds! Escarpin "Glorione" avec empeigne tissée en cuir, pointe fermée et talon lamelle 1 1/2 de po. Noir, cachemire ou "gitan". Pointures 6 à 10. D'ESPAGNE... un superbe escarpin à talon haut pour compléter votre garde-robe d'automne! Choix de noir, rouge, taupe ou bleu. Pointures 6 à 10.

Pour achat en personne seulement
Souliers pour dames/hommes, 276/285, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

ÉCONOMISEZ **50%**

MOITIÉ PRIX!

Souliers "Hartt"

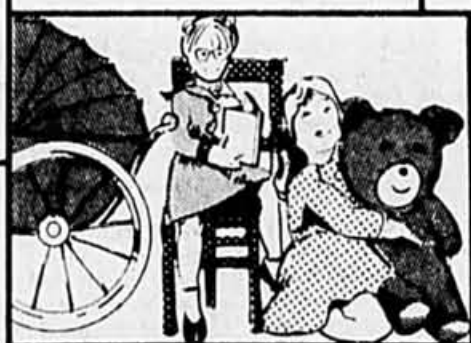
pour l'élégant avisé!

Vente **57⁴⁹**

Se vendent ordinairement pour \$115!
• Cossus main pour qualité supérieure
• Attention toute particulière portée aux détails mode
• Cuirs canadiens de grande beauté
Soulier fourreau ou avec glands en noir ou bourgogne. Pointures 7 à 12, largeurs moyennes ou très larges. Veuillez noter: Certaines pointures et largeurs non offertes dans tous les magasins.

Simpson

c'est bien moi



Venez visiter le monde fascinant des petits chez Simpson!
Vêtements, chaussures, accessoires et jouets... au septième, centre-ville.

POUR MENER DANS L'UNITÉ LA CAMPAGNE DES LÉGISLATIVES

Rocard accepte un compromis au congrès du PS

■ TOULOUSE — Les socialistes français ont trouvé dimanche un compromis pour mener dans l'unité la campagne des législatives de mars 86, engageant de plein pied dans la bataille le chef de la minorité du parti, M. Michel Rocard.

À l'issue de trois jours de congrès à Toulouse, le duel attendu entre le premier secrétaire Lionel Jospin à la tête de la majorité du PS et l'homme politique le plus populaire de France, Michel Rocard, s'est soldé par « la convergence des volontés politiques » pour battre l'opposition de droite avec un programme que tous les socialistes soutiennent: la continuité de la politique menée par le premier ministre Laurent Fabius.

L'ex-ministre de l'agriculture Michel Rocard a accepté de nombreuses concessions. Ainsi, l'accord qu'il a signé à l'aube dimanche ne définit pas les termes d'un « contrat de législature » sur lequel le PS pourrait conclure une alliance avec de nouveaux partenaires, notamment au centre, à l'issue des élections de mars. Il ne retient pas non plus sa critique de la politique de relance économique menée en 1981-1982 sous le gouvernement de Pierre Mauroy.

Pourtant, Michel Rocard, qui affiche depuis trois mois ses ambitions présidentielles pour 1988, n'a pas désarmé. Dimanche, il a pris date pour l'avenir en se soumettant, le temps d'une bataille, à la discipline majoritaire du parti dont il souhaite, dans trois ans, obtenir le soutien.

En attendant, il s'installe dans les instances du parti avec près de 30 p. cent des votes des militants qui lui assure une plus forte représentation au sein des organes

dirigeants et lui permettra au printemps prochain une implantation importante dans les nouvelles assemblées régionales élues pour la première fois en mars prochain, parallèlement au parlement.

Mais dans son discours, dimanche matin, Michel Rocard a montré que même s'il n'avait « aucun désaccord sur les orientations pour l'avenir proche » avec le Parti socialiste, il entendait développer dès aujourd'hui son propre programme de société.

« Il faut aller plus loin », a-t-il dit: « redéfinir le rôle et la place de l'Etat pour lui assurer une plus grande efficacité, non comme producteur, mais comme régulateur de la vie économique et sociale, et favoriser l'autonomie et l'initiative des partenaires sociaux ». « Moins de règlements, plus de négociations. Moins de



photo Jean Goupil, LA PRESSE
Michel Rocard

lois, plus de contrats. Moins de tutelle, plus de responsabilité », a lancé Michel Rocard définissant ainsi son socialisme rénové.

Face à cette vision à long terme, le premier secrétaire du PS Lionel Jospin, fort de l'unité retrouvée, a plus prosaïquement développé en clôturant le congrès, les grands thèmes de la campagne électorale à venir en dressant un réquisitoire contre le libéralisme prôné par l'opposition de droite.

Ce libéralisme, qu'il a qualifié de « masque de la réaction », est, selon lui, « une doctrine du XVIII^e siècle totalement inadaptée aux données de l'économie et de la société d'aujourd'hui ». M. Jospin a dénoncé cette « véritable maladie économique et sociale qui est en train de ruiner la Grande-Bretagne, de miner ses ressorts, de bouleverser ses valeurs. C'est

justement ce que nous propose la droite française », a-t-il ajouté.

En revanche, a-t-il affirmé, « le socialisme démocratique a le vent en poupe dans toute l'Europe et ce vent, il ne m'étonnerait pas qu'il souffle aussi dans nos propres voiles ».

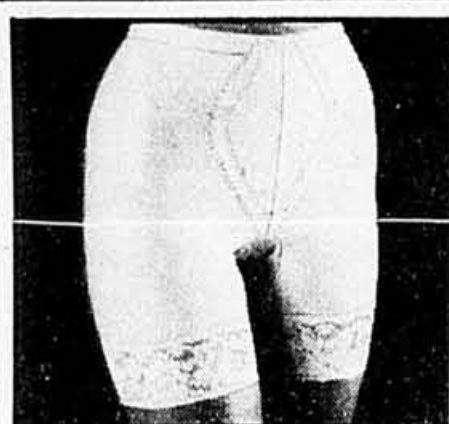
Le premier secrétaire a alors appelé tous les socialistes à l'offensive sur la base du bilan de quatre ans de gestion socialiste et de la nécessité de poursuivre l'effort pour consolider les acquis, invitant symboliquement Laurent Fabius à rejoindre à la tribune les principaux leaders du PS.

Le premier ministre, a-t-on pu constater à Toulouse, entend jouer un rôle essentiel dans la campagne électorale dont, pour lui, l'un des enjeux est son avenir politique et les ambitions présidentielles qu'on lui prête en concurrence avec Michel Rocard.

— AFP

SIMPSON
C'EST

SPÉCIAL



"INCROYABLE C'EST UNE GAINÉ" de "Playtex". Culotte à jambe longue. Beige. No 5526. P.M.G. Ord. 33.95 Vente 22.63
TG-TTG. Ord. 35.95 Vente, 23.96



"PLAYTEX" TOUT-DANS-UN. No 2470. Beige. 34-40B, 34-42C. Ord. 45.95 Vente 30.63
36-42D. Ord. 48.50 Vente, 32.33

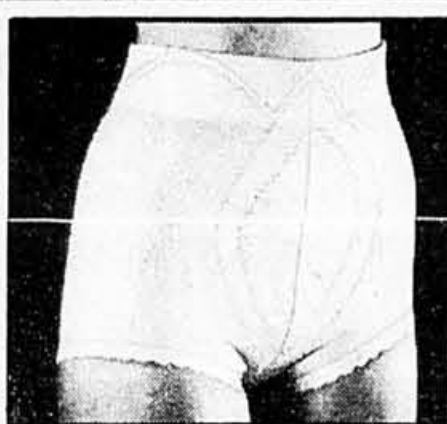


"MAINTIENTOUT ATOUR" de "Daisy Fresh". No 6932. Tour de jambe carré. Beige. P-TG. Ord. 20.00 Vente, 13.33



CULOTTE "WONDERBRA" avec dentelle aux côtés. No 735. Blanc, ton de chair ou noir. P-TG. Ord. 9.50 Vente, 6.33
TTG-TTTG Ord. 10.50 Vente, \$7

À noter: Ord. signifie Prix ordinaire Simpson.
Pour achat en personne seulement
Dessous féminins, 331, centre-ville.
Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.



"INCROYABLE C'EST UNE GAINÉ". Modèle à taille haute de "Playtex". No 2466. Beige. M.G. Ord. 30.95 Vente, 20.63
TG-TTG. Ord. 32.95 Vente, 21.96



"SUPER LOOK PLUS". Culotte-gaine amincissante de "Playtex". No. 986. Blanc ou beige. P.M.G. Ord. 8.50 Vente, 5.66
TG. Ord. 8.95 Vente, 5.96



"MAINTIENTOUT ATOUR" de "Daisy Fresh". No 6942. Beige. M-TTG. Ord. 23.00 Vente, 15.33



CULOTTE RENFORCÉE "WONDERBRA". No 750. Panneau de maintien devant. Blanc, ton de chair ou noir. P-TG. Ord. 8.50 Vente, 5.66
TTG-TTTG. Ord. 9.50 Vente, 6.33



INCROYABLE C'EST UNE GAINÉ". Culotte-gaine de "Playtex". No 2493. Blanc ou beige. P.M.G. Ord. 28.95 Vente, 19.30
TG. Ord. 30.95 Vente, 20.63



CULOTTE "DAISY FRESH". No 6996. Bande de taille 2 po. extensible. Blanc ou beige. P-TG. Ord. 6.50 Vente, 4.33



GAINÉ "WARNERS" No 650. Beige. M-TG. Ord. \$20 Vente, 13.33

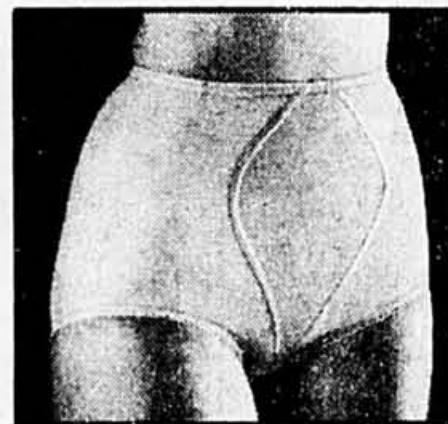


CULOTTE À JAMBE ÉCHANCRÉE "WONDERBRA". No 587. Coton/polyester/spandex. Blanc ou ton de chair. P-G. Ord. \$8. Vente, 5.33

ÉCONOMISEZ 1/3
Culottes et gaines-culottes
Toutes vos marques préférées
offertes à bas prix Simpson



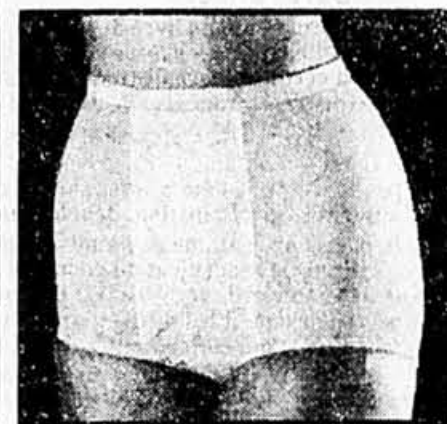
CULOTTE-GAINÉ "DAISY FRESH". No 5000A. Modèle de maintien. Blanc ou beige. P.M.G. Ord. 8.50 Vente, 5.66
TG-TTG. No 5000F. Ord. 9.50 Vente, 6.33



"THE END" de "WARNERS". Tout diaphane, tout extensible, épousant bien les formes du corps. No 371. Beige. P.M.G. Ord. \$15 Vente, \$10



CULOTTE "WONDERBRA". No 585. Coton/polyester/spandex. Blanc ou ton de chair. P-TG. Ord. 8.00 Vente, 5.33



GAINÉ-CULOTTE "DAISY FRESH" à maintien moyen. No 6907. Blanc ou beige. P-TG. Ord. \$16 Vente, 10.66



CULOTTE "WONDERBRA". No 700. Blanc, ton de chair ou noir. P-TG. Ord. 7.50 Vente, \$5
TTG-TTTG Ord. 8.50 Vente, 5.66



CULOTTE À JAMBES TRÈS ÉCHANCRÉE "VOGUE". Rehaussée de riche dentelle. No 6720. Blanc ou beige. P-TG. Ord. 7.50 Vente, \$5

Simpson c'est bien moi



HEURES
D'OUVERTURE
DES MAGASINS
SIMPSON

DU LUNDI AU MERCREDI:
JEUDI ET VENDREDI:
SAMEDI:

CENTRE-VILLE
10h à 18h
10h à 21h
9h à 17h

SUCCURSALES
9h30 à 18h
9h30 à 21h
9h à 17h

RENDEZ-VOUS AU MAGASIN SIMPSON LE PLUS PRÈS DE CHEZ-VOUS: CENTRE-VILLE, FAIRVIEW, ANJOU, LAVAL ET ST-BRUNO.